

schaftlicher als der Kauf. Auf dem Platze Bern sind praktisch keine vergleichbaren Objekte auf dem Immobilienmarkt erhältlich.

Der bauliche Zustand des Gebäudes kann als gut bezeichnet werden. In absehbarer Zeit werden Unterhaltmassnahmen am Gebäude und Sanierung der Einstellhalle Kosten von rund 700 000 Franken beanspruchen; teilweise werden diese Massnahmen zu Energieeinsparungen im Bereich der Heizung (kombiniert Oel/Gas) führen. Mit 7 bis 8 Prozent des Kaufpreises liegen diese Sanierungskosten durchaus im Rahmen.

Gesamthaft darf der Erwerb des Verwaltungsgebäudes als ein für den Bund vorteilhaftes Geschäft bezeichnet werden.

M. Wellauer présente au nom du Groupe des constructions le rapport écrit suivant:

Le bâtiment administratif sis à la Wylerstrasse 52 à Berne a été construit de 1969 à 1971 par les entreprises Kleinert Holding SA, avec siège à Berne, en collaboration avec la Confédération. A cette époque, l'administration vivait une ère de très forte croissance (le blocage des effectifs du personnel n'est intervenu qu'en 1974), durant laquelle il était difficile de se procurer suffisamment de bureaux. A titre de contribution au financement, la Confédération a octroyé au propriétaire deux crédits hypothécaires d'un montant total de 2,85 millions de francs. Un droit d'emption en faveur de la Confédération en constitue la contre-partie, qui autorise la Confédération à se porter acquéreur de 930/1000 de parts de propriété par étage de l'immeuble inscrit au registre foncier de Berne sous le no 228, ce avant le 30 avril 1989. Le bail en vigueur échoit le 30 avril 1991. Le bâtiment abrite le Commissariat central des guerres et l'Office fédéral des troupes de protection aérienne; ils occupent à eux deux 99 bureaux. Le droit d'emption limité peut être exercé à un prix de 9,26 millions de francs. En considérant les conditions locatives actuelles dans la région de Berne, la valeur vénale peut être estimée à plus de 11 millions de francs. Le coût par poste de travail s'élève à 62 500 francs; en cas de construction nouvelle, ce montant serait de 75 000 à 100 000 francs. Si l'on devait renoncer au droit d'emption, le loyer annuel avantageux de 770 040 francs subirait vraisemblablement une forte hausse à l'expiration du bail en 1991. Cette solution serait nettement moins économique que l'achat; quant à l'hébergement futur des services concernés, il serait problématique. Le marché immobilier de la ville de Berne n'offre pratiquement aucun objet comparable.

L'état du bâtiment peut être qualifié de bon. Dans un avenir rapproché, il conviendra d'entreprendre des travaux d'entretien de l'immeuble et de procéder à l'assainissement du garage souterrain, dont les coûts se monteront à quelque 700 000 francs; certaines de ces mesures entraîneront des économies d'énergie dans le domaine du chauffage (combiné mazout/gaz). De l'ordre de 7 à 8 pour cent du prix d'achat, ces coûts se situent à un niveau acceptable.

Globalement, l'achat de cet immeuble administratif peut être considéré comme une affaire avantageuse pour la Confédération.

Antrag der Bautengruppe

Die einstimmige Bautengruppe beantragt Eintreten auf die Vorlage und Zustimmung zum Bundesbeschluss über den Erwerb des Verwaltungsgebäudes Wylerstrasse 52 in Bern.

Proposition du Groupe des constructions

Le Groupe des constructions propose à l'unanimité d'entrer en matière sur le projet et d'approuver l'arrêté fédéral relatif à l'acquisition du bâtiment administratif sis à la Wylerstrasse 52 à Berne.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1 und 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1 et 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlusentwurfes

81 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

88.056

PTT. Voranschlag 1989

PTT. Budget 1989

Botschaft und Beschlusentwurf vom 19. Oktober 1988

Message et projet d'arrêté du 19 octobre 1988

Bezug bei der Generaldirektion PTT, Viktoriastrasse 21, Bern

S'obtiennent auprès de la Direction générale des PTT, Viktoriastrasse 21, Berne

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

M. Meizoz, rapporteur: Le budget des PTT pour 1989, silhouetté à l'aide de quelques chiffres, révèle un compte de résultats dont la somme, de près de 10 milliards de francs, se nourrit de produits plus étoffés, plus 5,9 pour cent, et de charges en nette accélération, plus 7,8 pour cent: une croissance soutenue des investissements qui, avec 3,27 milliards de francs, sont de 11 pour cent supérieurs à ceux de 1988; une augmentation significative de l'effectif du personnel, le cap des 60 000 agents étant ainsi franchi pour la première fois dans les annales de la Régie; un bénéfice d'entreprise de 198 millions de francs, en sensible recul sur celui enregistré aux termes des exercices précédents.

Les balises étant posées, nous voyons mieux quelles sont les lignes de force de ce budget frappé du sceau d'une conjoncture économique favorable et qui, pourtant, débouche sur un résultat amoindri, le plus faible observé depuis 1983. Les causes de cette détérioration sont multiples. Tout d'abord, la nécessité dans laquelle se trouvent les PTT d'investir toujours plus pour se mettre au diapason de l'évolution des technologies et satisfaire une demande de plus en plus exigeante. En 1989, 3,27 milliards de francs, soit 318 millions de plus qu'en 1988, seront mobilisés dans ce but, dont les 85 pour cent environ seront consacrés aux télécommunications: de quoi stimuler la modernisation et le remplacement d'installations et d'équipements qui deviennent rapidement obsolètes, de quoi aussi élargir l'éventail des prestations proposées au public.

Les investissements étant, toutefois, de moins en moins couverts par le «cash-flow», soit 63 pour cent en 1989 contre 106 pour cent en 1986, ils doivent l'être de plus en plus par les avoirs sur comptes de chèques postaux, les dépôts de la Caisse d'épargne du personnel, ainsi que par des prélèvements sur les capitaux placés, donc, à des conditions plus onéreuses que par le passé.

Cet affaiblissement de la capacité des PTT à trouver dans leur propre sein suffisamment de substance pour financer leurs investissements, les conduit tout naturellement à vouloir renforcer leur approvisionnement en capitaux par le canal des comptes de chèques postaux.

Le problème du personnel aux PTT se pose en terme d'effectifs et de rémunération. L'augmentation constante du trafic, l'exécution de nombreux et importants projets d'ordre technique, la desserte de 40 000 nouveaux ménages, le raccordement au téléphone de 120 000 futurs abonnés, la compensation de 270 000 jours de vacances arriérés ou heures supplémentaires effectuées rendent inéluctable l'engagement de 1220 agents.

La Commission des finances a pu se convaincre du bien-fondé de cette demande qui aura pour conséquence de porter à 61 409 unités le nombre des collaborateurs de l'entreprise, soit 2 pour cent de plus qu'en 1988. Ce pourcentage, mis en parallèle avec celui de la progression du trafic, soit 4,6 pour cent, permet de mesurer les progrès réalisés en matière de productivité du travail.

S'agissant de la rémunération du personnel, des décisions prises, il y a quelques mois par le Parlement, devraient déployer leurs effets au cours des trois prochaines années. En 1989, avec le relèvement du salaire réel, la reclassification des fonctions, les contributions uniques à la Caisse fédérale d'assurances, il en coûtera 544 millions de francs aux PTT, ce qui explique, avec les réductions tarifaires, la baisse du résultat de l'exercice.

Malgré les dispositions prises dans le domaine salarial, un certain malaise subsiste chez les agents de cette régie pour des raisons qui, semble-t-il, tiennent aussi bien au niveau des rétributions dans certaines régions du pays qu'aux conditions et au climat de travail. Notons à ce propos que les mesures spéciales adoptées en faveur du personnel fédéral travaillant à Genève et Zurich ont eu, selon la Direction générale des PTT, des effets positifs. Ce qui l'amène à souhaiter qu'elles soient étendues aux places de Bâle, Berne, Lausanne et Winterthur. Il appartient au Conseil fédéral d'en décider.

Le degré de couverture des frais, globalement considéré, s'établit à 104 pour cent, soit un léger mieux par rapport à 1978. Alors que les télécommunications, avec un degré de couverture de 115 pour cent, affichent une santé éclatante, les services postaux avec 87 pour cent retombent dans l'ornière de 1985 après avoir culminé à 94 pour cent en 1987. Dès lors et conformément à la philosophie du compte mixte, celle-là doit financer ceux-ci. Ce qui n'est pas pleinement satisfaisant, encore que justifié d'un certain point de vue, et engage les PTT à rechercher un meilleur équilibre entre les composantes du compte mixte. Ils s'y emploient par touches successives. Un pas est fait dans cette direction avec la majoration des tarifs des colis postaux dès le 1er mai 1989. Cela devrait rapporter une centaine de millions de francs supplémentaires. C'est bien ains.

Pour les journaux, la direction générale des PTT paraît moins déterminée à faire bouger les choses. Nous le regrettons d'autant plus que depuis le 1er mars 1984, date de la dernière modification des taxes, la hausse de l'indice suisse des prix à la consommation est de près de 10 pour cent. Avec un degré de couverture des frais de seulement 46 pour cent, le manque à gagner est de plus de 220 millions de francs.

Dans ces conditions, il paraît indiqué d'entreprendre, sans retard, les études utiles en vue d'une adaptation dans un délai raisonnable du prix du transport et de la distribution des journaux en le modulant au besoin en fonction du genre de publication dont il s'agit. Au total, les prestations non indemnisées par la Confédération que les PTT fournissent en faveur de l'économie générale, journaux, cars postaux, services de radio-communications HF, s'élèvent à 350 millions de francs environ. Mais ce n'est pas tout. A la demande du Conseil fédéral, les PTT prendront à leur charge les frais de construction d'un réseau de défense générale, plus précisément d'un réseau de télécommunication nationale, autonome et invulnérable aux impulsions électromagnétiques

nucléaires. 537 millions de francs seront investis dans ce but dont 23 millions en 1989.

L'avant-projet prévoit en outre l'engagement de 50 personnes. En assumant une telle dépense qui ne répond que dans une faible mesure à leurs propres besoins, les PTT effectuent un versement supplémentaire à la caisse fédérale qui ne dit pas son nom. Des voix se sont élevées au sein de la Commission des finances pour critiquer cette manière de faire.

J'en viens maintenant aux télécommunications pour souligner que la nécessité de rester concurrentiel sur le plan international amène les PTT à réduire une nouvelle fois les tarifs dans les services téléphoniques et télex. Il en résulte une moins-value de 83 millions de francs. En revanche, la tâche du service des renseignements, via le 111, sera majorée de 50 pour cent. Si justifiée soit-elle, cette augmentation ne saurait être appliquée sans qu'en contrepartie les PTT garantissent une rapide et substantielle amélioration des prestations. A cet effet, une décentralisation plus poussée et accélérée de ce service en direction des régions périphériques du pays paraît s'imposer malgré certaines résistances administratives que les PTT semblent rencontrer ici ou là. La rémunération au taux de 2 pour cent des avoirs sur comptes de chèques postaux pour les comptes privés, jusqu'au montant maximum de 10 000 francs, a suscité une large discussion au sein de la Commission des finances. Une proposition visant à réduire de 34 millions de francs les charges pour intérêts inscrites au budget par 93,501 millions de francs a été rejetée par 9 voix contre 5. Cela étant, la commission s'est implicitement prononcée en faveur d'une rémunération des fonds déposés sur les comptes de chèques postaux. Elle l'a fait dans l'idée qu'il y a lieu d'encourager la récolte par les PTT, à des conditions favorables, des sommes nécessaires au financement d'investissements toujours plus importants; elle l'a fait aussi dans l'idée qu'une telle mesure n'est pas de nature à porter préjudice au rôle traditionnel que jouent les banques dans la collecte des capitaux d'épargne; elle l'a fait enfin dans l'idée que chèques postaux et banques ne se veulent pas rivaux mais complémentaires dans ce domaine d'activité.

Comme de coutume, la répartition du bénéfice d'entreprise a fait l'objet d'une discussion nourrie au sein de la commission. Celle-ci, par 8 voix contre 7, vous invite à entériner l'accord qui est intervenu à ce sujet entre le Conseil fédéral et les PTT et, par conséquent, à approuver le versement d'un montant de 170 millions de francs à la Caisse fédérale, le solde – soit 28 millions de francs – étant affecté aux réserves.

En conclusion, la Commission des finances, unanime, vous recommande de voter le budget PTT pour 1989 tel que soumis à notre approbation par le Conseil fédéral.

Jaeger, Berichterstatter: Das PTT-Budget 1989 lässt einen Gewinn von fast 200 Millionen Franken erwarten. Wir stellen fest, dass die goldenen Jahre unseres Golden Girl offensichtlich vorbei sind. Für das laufende Jahr sind noch 350 Millionen Franken budgetiert worden, wobei das Ergebnis wahrscheinlich etwas besser herauskommen könnte. Diese niedrigere Gewinnerwartung für das nächste Jahr begründet sich auf der einen Seite mit Tarifenkungen bei den Fernmeldediensten auf der Ertragsseite und auf der Aufwandseite mit einem deutlichen Anstieg der Personalkosten; Erhöhung des Personalbestandes, Realloohnerhöhungen, Revision der Aemterklassifikation sind die Stichworte dazu.

Analysieren wir diese an sich nicht alarmierende Gewinnentwicklung genauer, müssen wir zwischen Vorgängen auf der Ertragsseite und solchen auf der Aufwandseite unterscheiden. Betrachten wir vorerst die Ertragsseite. Wir haben es mit einem sehr hohen Gesamtertrag von 10 Milliarden Franken zu tun. Budgetiert ist gegenüber dem laufenden Jahr ein Zuwachs von 5,9 Prozent. Stellen wir diesen Ertragszuwachs ins Verhältnis zu der realen Nachfragesteigerung nach PTT-Verkehrsleistungen, stellen wir immer noch einen Zuwachs von 4,6 Prozent fest: 2,8 Prozent bei der Post und

6,1 Prozent bei den Fernmeldediensten. Es ist also auch hier ein Ungleichgewicht zwischen Post- und Fernmeldediensten (sog. T-Dienste) feststellbar. Bei den letztgenannten bestehen offensichtlich bessere Marktbedingungen als bei den Postdiensten, was sich auf das Wachstum auswirkt.

Bei den Erträgen spielen nicht nur Nachfragesteigerungen, sondern auch die Tarifierung eine Rolle. Auf den 1. Mai 1989 sind verschiedene Tarifmassnahmen vorgesehen, die auch ihre Auswirkungen auf die Ertragsseite im Voranschlag haben.

Trotz dieser Tarifmassnahmen sind keine übermässigen negativen Effekte auf der Ertragsseite zu erwarten. Eine bei den Postpaketen vorgesehene Taxerhöhung bringt einen Mehrertrag von 83 Millionen Franken. Eine Taxerhöhung bei den Eilgebühren und bei anderen Nebentaxen bringt 17 Millionen Franken ein, während beim Postautoverkehr ein gegenüber den SBB in abgeschwächtem Masse erhöhter Personaltarif nachgezogen wird, was einen Mehrertrag von 5 Millionen Franken ausmacht.

Beim Auskunftsdiensdienst soll die Taxe von 40 auf 60 Rappen pro Anruf erhöht werden. Insgesamt haben wir aus diesen Tarifanpassungen im Postverkehr einen Mehrertrag von 111 Millionen Franken zu erwarten.

Im Fernmeldebereich werden andererseits verschiedene Taxen gesenkt (im Telefon-, Telex- und Mietleitungsdienst). Aufgrund dieser Senkungen ist ein Ertragsausfall von 380 Millionen Franken zu veranschlagen. Per Saldo ergeben sich immer noch Mehrerträge von 28 Millionen, die möglicherweise ohne diese Tarifanpassungen etwas höher ausgefallen wären. Die Marktsituation der PTT zwingt aber zu diesen Tarifausgleichsmassnahmen, weshalb mit Mehrerträgen zu rechnen ist, die etwas unter der Nachfragesteigerung liegen.

Mit diesen Tarifmassnahmen sollen in keiner Weise lediglich Mehreinnahmen erzielt werden. Sie sind vielmehr geeignet, *einen Schritt in Richtung Tarifgerechtigkeit vorzunehmen*. Das heisst, die Tarife sollen nach dem Kostendeckungsprinzip kostengerecht gestaltet, und die Mischrechnung soll entlastet werden. Die Tarifanpassungen müssen auch unter diesem Gesichtspunkt beurteilt werden.

Werfen wir nun einen Blick auf die Aufwandseite: Der Gesamtaufwand ist ebenfalls mit einem Betrag in der Grössenordnung von 10 Milliarden Franken budgetiert. Der Anstieg beträgt 7,8 Prozent: ein deutlich höherer Anstieg als auf der Ertragsseite, was zur Reduktion der Gewinnspanne führt. Das höhere Wachstum des Gesamtaufwands ist in erster Linie auf den Anstieg bei den Personalaufwendungen zurückzuführen, wo ein Zuwachs von 13,7 Prozent zu verzeichnen ist. Es handelt sich immerhin um 1220 Personen, die mehr eingestellt werden müssen, was einem Personalanstieg von 2 Prozent entspricht. Zu einer markanten Aufwandsteigerung tragen ferner auch die Realloohnerhöhungen bei und, wie gesagt, die Revision der Aemterklassifikation.

Auch die Besoldungsverbesserungen auf den 1. Januar 1989, die wir in diesem Parlament beschlossen haben, kosten die PTT gesamthaft mehr als 300 Millionen Franken. Aber die Kommission ist überzeugt, dass diese Mehraufwendungen nötig sind, nicht zuletzt deshalb, damit auch die PTT als Arbeitgeber im heute doch recht stark angespannten Arbeitsmarkt konkurrenzfähig bleiben.

Der Anstieg des Fremdaufwandes bleibt etwa im gewohnten Rahmen. Die diesjährigen Abschreibungen liegen ebenfalls etwa im Rahmen des Vorjahres. Es gibt hier einen zusätzlichen Posten, der auch in der Kommission zur Diskussion Anlass gegeben hat, das sind die vorsorglich budgetierten Zinsaufwendungen von 33 Millionen Franken für eine allfällige teilweise Verzinsung der Postcheckkonti. Allerdings hat der Bundesrat darüber noch nicht entschieden. Sein Entscheid steht noch aus. Er kommt wahrscheinlich in Kürze. Ich werde auf dieses Problem zurückkommen.

Noch ein kurzer Hinweis zur Gewinnverwendung. Der Gewinn beträgt 198 Millionen Franken. Davon sollen unverändert 170 Millionen Franken in die Bundeskasse abgeliefert werden. Der Rest kommt dann in die Reserven, wo wir

nun die 2-Milliardengrenze überschritten haben. Diese Reservenzuleitung zur Aufstockung des Eigenkapitals ist sehr wichtig, nicht zuletzt auch im Hinblick auf die hohen Finanzierungsbedürfnisse, die die PTT aufgrund ihrer Investitionspolitik dringend geltend machen müssen.

Noch ein kurzer Blick auf die Investitionen.

Wir haben ein sehr stark intensiviertes Engagement im Investitionsbereich, im Bereich vor allem der neuen Fernmelde-technologien. Diese Investitionen sind nötig, um in diesem vom Ausland stark konkurrenzten Bereich konkurrenzfähig zu bleiben.

Wir stellen aber fest, dass der Cash-flow von 2237 Millionen Franken leider stark zurückgegangen ist und heute nur noch erlaubt, zwei Drittel der Investitionen zu finanzieren. Wir hatten Jahre, in denen wir mit diesem Netto-Cash-flow die Investitionen voll finanzieren konnten, ja, in denen sogar noch Ueberschüsse zurückgeblieben sind. Aber eben, es ist dies einerseits eine Folge der Ertragsentwicklung, auf der anderen Seite eine Folge der verstärkten Investitionstätigkeit.

Ich möchte hier beispielhaft zwei Grossprojekte herausgreifen, um nicht alle Projekte behandeln zu müssen. Darüber können Sie sich ja anhand der Vorlage, der Botschaft des Bundesrates, orientieren.

Erstens zum sogenannten KMG-Projekt: Das ist das Projekt der Kommunikationsmodellgemeinden. Es sind zu Beginn des zu Ende gehenden Jahres 12 Modellgemeinden bezeichnet worden, die an diesem Projekt teilnehmen. Dieses Projekt sieht für das Budget 1989 PTT-Beiträge von 21 Millionen Franken vor.

Dann haben wir ein zweites Projekt, das sehr stark ins Gewicht fällt: das sogenannte Gesamtverteidigungsprojekt, ein Netz, das für die Kommunikationsbedürfnisse der Gesamtverteidigung sichergestellt werden soll. Dieses Projekt wird die PTT-Investitionsrechnung nächstes Jahr mit 20 Millionen Franken belasten, bei einem Gesamtbetrag von 537 Millionen Franken.

Da sind doch einige Bemerkungen angebracht. Es stellt sich nämlich die Frage, ob ein solches Projekt nicht besser aus allgemeinen Bundesmitteln finanziert werden sollte und ob es richtig sei, ein solches Projekt der PTT-Investitionsrechnung zu belasten. Wir müssen uns natürlich im klaren sein: hier geht es um eine gemeinwirtschaftliche Leistung seitens der PTT, die nicht ganz in die Landschaft passt, wenn man daran denkt, mit welchen Investitionsaufgaben die PTT zur Sicherung ihrer Marktanteile ohnehin schon belastet sind. Hier sind sicher einige Fragezeichen erlaubt.

Zum Finanzplan: Wir stellen fest, dass auch in der nächsten Jahren die Gewinne nicht etwa erodieren, sondern bei gleichbleibender Ertragsentwicklung einigermaßen aufrechterhalten werden können.

Zur Beurteilung des Voranschlags: Die Zeit der grossen Gewinne ist vorbei. Der Goldregen hat etwas nachgelassen, aber ich glaube, wir dürfen das nicht dramatisieren. Es ist an sich sogar eine Politik der PTT und, unseres Erachtens, eine richtige Politik, dass man versucht, die wachsenden Gewinne mehr auch dem Kunden der PTT zukommen zu lassen, indem man die Tarife wiederholt gesenkt hat. An sich streben die PTT diese hohen Gewinne gar nicht an, denn sie sind ein Monopolbetrieb mit einem staatspolitischen Auftrag. Es ist sicher richtig, dass die Monopolgewinne nicht maximiert werden, sondern versucht wird, über Tarifsenkungen nicht nur den Kundenwünschen nachzukommen, sondern auf diese Weise auch den Marktanteil des Unternehmens zu sichern.

Auch der Nachfragezuwachs von jährlich gut 4 Prozent darf durchaus positiv beurteilt werden. Wenn wir nämlich die realwirtschaftliche Entwicklung der Nachfragesteigerung an PTT-Leistungen vergleichen mit der allgemeinen wirtschaftlichen Entwicklung, ist sie überdurchschnittlich. Ich glaube, von da her gesehen brauchen wir uns keine Sorgen zu machen.

Allerdings – das muss ganz klar gesagt werden – haben die PTT in den letzten Jahren per saldo unter dem Strich von der guten Wirtschaftslage vor allem profitiert. Sie profitieren

auch jetzt noch, was z. B. das Realwachstum auf der Ertragsseite anbelangt. Aber jetzt fallen auch die Nachteile mehr ins Gewicht, da die allgemeine Verschärfung des Klimas auf dem Arbeitsmarkt zu Personalkostensteigerungen und damit zu Aufwandsteigerungen führen. Wir sehen auch die steigenden Ansprüche an die Investitionspolitik. Von da her gesehen müssen wir uns damit abfinden, dass in den nächsten Jahren die bisherigen Ueberschüsse nicht aufrechterhalten werden können.

Darf ich zum Schluss doch noch zwei Punkte besonders hervorheben? Beide haben intensive Diskussionen ausgelöst. Aus der Kommission stammen zwei Minderheitsanträge, nämlich zum Thema Gewinnablieferung und zum Thema Postcheckverzinsung.

Zur Gewinnablieferung, die ja immer wieder diskutiert und zum Teil auch in Frage gestellt wird, ist folgendes zu sagen: Grundsätzlich können wir dagegen nichts unternehmen, denn wir haben eine Verfassungsgrundlage, wonach die PTT verpflichtet sind, Gewinne an den Bund abzuliefern. Also kann sich die Kontroverse nur um die Höhe dieser Gewinnablieferung drehen.

Es stellt sich die Frage – sie wurde in der Kommission behandelt und an den Bundesrat gestellt –, wie das unsere Landesregierung nun sieht. Erwartet sie von den PTT eine bestimmte Ablieferung, sozusagen wie eine Pauschalsteuer, oder ist sie bereit, die Gewinnablieferungen in einem angemessenen Verhältnis zum PTT-Gewinn zu sehen? Nach Auffassung der Kommission sollten die Ablieferungen eine Funktion des PTT-Gewinnes sein und nicht die PTT-Gewinne eine Funktion der vom Bundesrat erwarteten Ablieferungen. Auch der Bundesrat ist bereit, die Erwartungen an die Gewinnablieferung anzupassen, sofern sich die Gewinnsituation weiter verschlechtert, und möchte die 170 Millionen Franken nicht einfach festschreiben.

Aufgrund dieser Zusicherung konnte die Kommission in der Mehrheit den vom Bundesrat beantragten 170 Millionen zustimmen, obwohl dieser Betrag, gemessen an den 198 Millionen Franken Gesamtgewinn, einen sehr hohen Anteil darstellt.

Die Frage der Postcheckverzinsung wird ebenfalls zu Diskussionen Anlass geben. Die Verzinsung von Postcheckguthaben ist an sich nichts Neues: 1906 bis 1949 gab es sie für Beträge bis zu 100 000 Franken. Das neue Projekt, das der Bundesrat zu beschliessen im Begriffe ist, sieht hingegen eine Verzinsung der Guthaben bis höchstens 10 000 Franken vor. Der vorgesehene Zinssatz von 2 Prozent liegt ein Prozent unter dem Diskontsatz. Diese Lösung lässt sich durchaus verantworten.

Dank dem Postzahlungsverkehr haben heute die in den 3900 Poststellen beschäftigten Personen ein sicheres Einkommen. Diese sichere Existenz wäre ohne Verzinsung – vor allem in den wirtschaftlich am wenigsten begünstigten Landesteilen mit den vielen Kleinstpoststellen – in Frage gestellt.

Zwei neutrale Experten wurden damit beauftragt, dieses Projekt zu überprüfen. Die beiden Experten – ein Jurist der Universität Bern und ein Bankexperte der Schweizerischen Nationalbank – sind dabei zu einer positiven Beurteilung gekommen.

Die PTT wollen unter keinen Umständen ein Bankinstitut werden, sondern lediglich den Marktanteil im Zahlungsverkehr halten. Nur so ist ein gutes Funktionieren der Unternehmung im Interesse der Wirtschaft möglich, und nur so lassen sich die Erwartungen der rund 900 000 privaten Postcheckkontoinhaber erfüllen. Von einer Ausdehnung der PTT-Aktivitäten ins Banken- oder Kleinkreditgeschäft kann nicht die Rede sein.

Die Kommission kommt zum Schluss, dass es sich um eine vernünftige, sinnvolle Massnahme handelt. Ich möchte Sie auch an das erinnern, was im Parlament immer wieder an die Adresse der PTT gesagt wird: man verlangt von der Unternehmungsleitung unternehmungspolitische Initiative, unternehmerisches Handeln. Und jetzt, wo sich die PTT gegen verlorene Marktanteile wehren und sie im gemeinschaftlichen Interesse wieder sicherstellen wollen, wo

sie sich mit einer vernünftigen Massnahme wehren, wird Kritik laut. Denken Sie daran, dass die Postcheckverzinsung nur für kleine Guthaben vorgesehen ist. Auch das Ueberziehen der Konti darf nicht dramatisiert werden; es dürfen nur Beträge unter 1000 Franken während 28 Tagen überzogen werden.

Im Namen der Kommission beantrage ich Eintreten auf den Voranschlag der PTT. Die Kommissionsmehrheit beantragt Ihnen, die Minderheitsanträge sowie die aus dem Plenum zusätzlich eingereichten Anträge abzulehnen.

Züger: Dass die PTT trotz ansteigenden Ausgaben von 7,8 Prozent und trotz wachsendem Investitionsbedarf von 10,8 Prozent immer noch einen – wenn auch sinkenden – Gewinn von 200 Millionen Franken ausweisen können, zeugt von der finanziellen Robustheit unseres Golden Girls. Dass zudem noch etwa 350 Millionen Franken an gemeinschaftlichen Leistungen übernommen werden können, unterstreicht wohl noch die eingangs gemachte Feststellung. Dies sollte aber trotzdem nicht dazu verleiten, den PTT noch zusätzliche Fremdleistungen aufzubürden, wie das mit dem neuen Gesamtverteidigungsnetz zu passieren scheint. Während die im Budget 1989 eingestellten 23 Millionen Franken sicher zu verkraften sind, muss hinter die zukünftigen Aufwendungen in der Grössenordnung von einer halben Milliarde ein dickes Fragezeichen gesetzt werden. Hierfür müssen sicher die Verursacher anteilmässig zur Kasse gebeten werden.

Ein weiterer Punkt, der zu denken gibt, ist die Tatsache, dass der erwirtschaftete Cash-flow die Investitionen nur noch zu zwei Dritteln zu decken vermag. Neben der Auflösung von Kapitalanlagen gilt es, dafür günstige Kapitalien sicherzustellen. Dafür ist der Anreiz mittels Verzinsung der Postcheckkonti sicher der richtige Weg, um so mehr, als der Kleinzahlungsbetrieb seit rund 80 Jahren eine Domäne der PTT war und man von einer Konkurrenzierung durch die Banken in guten Treuen nicht sprechen kann. Wenn schon jemand unter dem Haag hindurchfrisst, sind es eben diese Banken, die mit der Einführung der verzinsten Lohnkontis in der Postschalterhalle auf Kundenfang gingen und noch immer gehen.

Zudem ist die Verzinsung der Postcheckkonti kein Novum. Sie war bis 1949 eine klaglos praktizierte Massnahme. Ausserdem wird die Verzinsung so restriktiv gehandhabt, dass die bankenseitigen Befürchtungen reine Schwarzmalerei sind. Im übrigen sind auch wir dafür, dass in Zukunft eine allfällige Gewinnverteilung flexibler gehandhabt wird. Abschliessend möchten wir festhalten, dass das unternehmerische Handeln, das wir von den PTT erwarten, unternehmerische Freiheit voraussetzt. Dies gilt auch für die Bewältigung der anstehenden Personalprobleme. Dies, Herr Bundesrat, sind im Moment die grössten Probleme, die die PTT haben.

Die SP-Fraktion stimmt dem PTT-Budget 1989 zu, unterstützt die Kommissionsmehrheit bei der Postcheckverzinsung und geht mit der Minderheit bei der Gewinnablieferung.

M. Coutau: Les documents budgétaires l'attestent, les rapporteurs viennent de le confirmer, le bénéfice des PTT n'est plus ce qu'il était et cela ne sera pas seulement vrai pour 1989, mais se vérifiera également, comme le montre le plan financier, pour les années 1990 et 1991.

La demande des prestations continue à augmenter, surtout dans le secteur des télécommunications. La technique dans ce domaine impose recherches, développements et investissements considérables. Ils atteignent une fois de plus des chiffres records dans le budget de 1989. Mais c'est l'augmentation des charges de personnel qui est la plus spectaculaire et j'y reviendrai. Ce qui, à mes yeux, est le plus significatif dans ce budget 1989, c'est que le cash-flow ne parvient plus à couvrir les charges d'investissement qu'à raison des deux tiers. Depuis 1986, où ce taux de couverture dépassait encore sensiblement 100 pour cent, la détérioration est frappante. L'évolution est très caractéristique et

montre combien l'accumulation de réserves était judicieuse et même indispensable lors des années fastes. Elle montre aussi que la Confédération ne peut plus considérer les PTT comme une véritable vache à lait, comme elle a pu le faire ces dernières années et comme elle continue à vouloir le faire, malgré les signes évidents de détérioration de la situation financière de cette entreprise.

La source majeure de la croissance des charges reste le secteur du personnel. Plus 13,7 pour cent est une augmentation exceptionnellement forte. Certes, les augmentations de rémunération que nous avons décidées se traduisent dans ce chiffre. A cet égard, j'ai de la peine, je dois le dire, à comprendre qu'un syndicat national comme l'Union PTT, qui vient de tenir son congrès à Genève, s'en tienne à ce slogan aussi simpliste que fallacieux «à travail égal, salaire égal». Mes chers collègues, il y a des égalités qui sont inéquitables. Il vaudrait mieux dire, du point de vue des travailleurs, «à travail égal, pouvoir d'achat égal». Comment justifier une égalité interrégionale des rémunérations, alors que la preuve quantifiée est faite que le coût de la vie, ainsi que la capacité de recrutement et la compétitivité sur les divers marchés du travail régionaux diffèrent complètement d'une région du pays à l'autre? De plus, au-delà des principes de pure équité, il y a le facteur déterminant à mes yeux du bon fonctionnement des prestations. Si la clientèle ne peut plus compter sur les prestations des PTT dans les centres urbains où précisément le bénéfice de l'entreprise se réalise, c'est finalement tout l'équilibre de l'entreprise qui est menacé et ceci, au détriment de toutes les régions du pays. Or, faute de personnel en assez nombre, assez qualifié et assez stable dans l'entreprise, la qualité des prestations des PTT, dans certaines villes, est aujourd'hui devenue précaire, notamment dans le domaine postal. Ne pas vouloir admettre ces réalités, ne pas vouloir tenir compte des différences de pouvoir d'achat d'un même salaire selon les régions où il est dépensé, s'en tenir à un régime d'allocations de résidence dépassé, qui n'exerce d'ailleurs pas d'influence sur le calcul des retraites, c'est perdre la capacité d'engager et de conserver du personnel; c'est, du même coup, menacer de précarité l'exécution de la tâche que la loi fixe à l'entreprise des PTT.

Certes, l'effort demandé par le budget 1989 au chapitre du personnel est considérable. Jamais l'augmentation de l'effectif de ce personnel n'a été aussi importante, notamment dans le secteur de la poste. Reste à savoir d'ailleurs si les possibilités d'engagement et de formation dans un marché de l'emploi quasiment asséché correspondront à cette intention nécessaire pourtant pour le bon fonctionnement de l'entreprise. L'effort est important, on veut aussi espérer que le personnel lui-même saura l'apprécier et admettra que ses revendications, non seulement en matière salariale mais aussi en matière d'effectifs, ont été largement prises en considération.

Un mot à propos des modifications de tarif: Il peut effectivement apparaître choquant que certains allègements en matière de télécommunications internationales coïncident avec des majorations dans certains secteurs du trafic interne. Et pourtant, ces modifications se justifient dans un sens comme dans l'autre. D'une part, faute d'être concurrentiels, les prix des télécommunications internationales pourraient entraîner une perte de trafic. D'ailleurs, je le répète une fois encore, c'est grâce à ces alignements de tarif que le trafic international des télécommunications suisses continuent à enregistrer une augmentation, donc une hausse des recettes et non pas malgré ces réductions tarifaires, comme on le dit et comme on continue à l'écrire trop souvent. D'ailleurs, malgré ces réductions tarifaires, le degré de couverture des recettes des télécommunications, en comparaison des charges correspondantes, reste supérieur à 100 pour cent. Tout au contraire, les relèvements de quelques taxes de trafic intérieur se justifient précisément par un degré de couverture insuffisant. Dans les trois secteurs prévus: les exprès, les colis et le service des renseignements, les recettes fournies par les tarifs actuels ne couvrent pas les charges. Par ces mesures, modérées par ailleurs, on

décharge quelque peu le fameux compte mixte qui met à la charge des télécommunications les déficits postaux. Il ne serait pas de bonne gestion que ce déséquilibre continue à se creuser.

Enfin, j'en reviens, chers collègues, une fois de plus sur les prestations financières que la Confédération impose aux PTT. Il y a là le poids des prestations en faveur de l'économie générale, comme les taxes pour les journaux fortement réduites, ou encore le transport des voyageurs qui se fait à très bon compte. Cela représente environ 350 millions de francs par année. Il y a en plus cette année, certains des orateurs l'ont déjà souligné, une charge nouvelle imposée par la création d'un réseau de télécommunication mis sur pied au nom de la défense générale. Le devis global de ce projet dépasse le demi-milliard de francs. Pour 1989, la totalité de la dépense est mise à la charge des PTT, soit quelque 23 millions de francs.

Et puis, vient s'ajouter le versement à la Caisse fédérale de ce que l'on appelle le bénéfice de l'entreprise soit 170 millions de francs une fois de plus cette année. A mes yeux, ce versement représente bien plus une charge fixe et permanente imposée aux PTT que l'allocation constitutionnelle du bénéfice à la Caisse fédérale. M. Jaeger a bien montré la problématique de cette somme arbitraire et fixée en définitive apparemment à 170 millions dans la gestion générale de l'entreprise.

J'ai en effet l'impression que le Département des finances donne comme indication préalable aux PTT le montant de ce versement et que le budget des PTT est ensuite établi à partir de cette somme. En réalité, c'est l'inverse qui devrait être fait. Il est d'ailleurs curieux de constater que, lorsque les résultats sont bons, on fixe au budget une somme supérieure à ces 170 millions, mais que, lorsque les résultats sont moins bons, on en reste à ce chiffre fatidique de 170 millions. Cette année, tout le monde reconnaît que les résultats des PTT sont moins bons et le bénéfice en recul. Il est normal que le versement dans la Caisse fédérale s'en ressente. N'oublions pas en effet que c'est au total plus d'un demi-milliard de francs que les PTT mettent à disposition de la Confédération sous diverses formes. C'est pourquoi le groupe libéral soutiendra la proposition de minorité Frey Claude qui demande un ajustement à 150 millions du versement des PTT à la Caisse fédérale.

Sous cette réserve et sous la réserve de la proposition de minorité que je défendrai tout à l'heure à propos des comptes de chèques, je vous invite à soutenir le projet de budget de l'entreprise des PTT.

M. Cotti: Je ne répéterai pas les chiffres que vous venez d'entendre et qui relèvent du budget qui vous a été soumis, je me limiterai à quelques considérations sans pouvoir toutefois éviter complètement de citer des montants.

Les produits globaux de l'entreprise augmentent de 5,9 pour cent, les charges augmentent d'un pourcentage sensiblement plus élevé que le taux de renchérissement, alors que le bénéfice de l'entreprise diminue de 43 pour cent. Quant aux investissements, ils coûteront -- c'est un chiffre qui mérite d'être mentionné -- 3 milliards 270 millions, soit une augmentation de 10 pour cent par rapport à l'année précédente. D'autre part, le cash-flow diminue de 7 pour cent et ne parvient à couvrir que 63 pour cent des investissements. Une des causes de diminution sensible du bénéfice, en dépit de la demande croissante -- 2,8 pour cent pour les services postaux et 6,1 pour cent pour les télécommunications -- est l'augmentation des charges de personnel. Il faut souligner tout d'abord, à cet égard, la difficulté de recruter et de garder le personnel dans le secteur des télécommunications, surtout lorsqu'il s'agit de personnel qualifié, difficulté due en grande partie à la concurrence de l'industrie privée. On sait qu'à la Direction des télécommunications régionale de Zurich plus de 200 personnes manquent actuellement, et le problème pourrait encore s'aggraver à l'avenir.

Dans le budget qui nous occupe, outre les mesures déjà adoptées concernant les salaires réels, la classification des

fonctions, la compensation du renchérissement et d'autres dépenses à titre d'indemnité de résidence et allocations diverses, il est prévu d'augmenter l'effectif des PTT de 1220 unités, ce qui porterait à 61 089 le nombre total d'employés des PTT. Comment et où trouver ce personnel dans les prochaines années?

Les idées ne manquent pas, mais sachons que toute politique active de personnel exige des investissements considérables. Pour pallier le problème de pénurie de main-d'oeuvre qualifiée, nous pourrions certainement disposer d'un réservoir précieux constitué en particulier par les femmes qui pourraient être sollicitées dans bien des domaines, et occuper des postes intéressants en rapport avec la haute technologie notamment, à condition toutefois qu'on leur facilite l'accès aux études préparatoires et qu'on crée des conditions de travail attractives également pour elles.

Nous devons en outre être conscients que les charges de personnel ne vont pas aller en diminuant au cours des prochaines années, bien au contraire, d'autant que le développement technologique impose aujourd'hui la mise en place de cours de perfectionnement et de formation continue qui sont effectivement très onéreux.

J'en viens maintenant au volume des investissements. Toute entreprise qui jouit d'un monopole et qui n'est pas tributaire du jeu de l'offre et de la demande est appelée à répondre aux exigences des clients, surtout dans le domaine des télécommunications, là où l'économie doit disposer d'infrastructures capables de concurrencer l'étranger. Les investissements doivent évidemment se faire dans les centres urbains, mais aussi dans les régions périphériques. Il s'agit alors de participer aux échanges scientifiques et de les favoriser dans des délais très brefs. Quelqu'un a parlé de la nécessité d'un «Anschluss an die wissende Welt». Nous ne pouvons pas risquer l'isolation dans le domaine des télécommunications. De même qu'on a su construire les chemins de fer et les autoroutes au bon moment, il faut savoir aujourd'hui emboîter le pas aux récents développements dans le monde des télécommunications.

Je ne vous citerai qu'un exemple: un chirurgien qui, au cours d'une opération, découvre chez son malade une tumeur pourrait immédiatement envoyer la radiographie à une banque de données qui en quelques minutes seulement pourrait lui dire si la tumeur est maligne ou pas. Cette rapidité d'information permettrait au chirurgien d'agir tout de suite en conséquence. Ce n'est là qu'un cas parmi d'autres.

Je ferai encore quelques remarques concernant la couverture des prestations. C'est un problème qui devrait trouver finalement une solution. Nous savons que dans le budget 1989 le degré de couverture totale sera de 104 pour cent, soit 2 pour cent de plus que l'année précédente. Les services postaux ne sont couverts qu'à 87 pour cent, en diminution sensible par rapport à l'année précédente. Les services des communications passent en revanche à un taux de couverture de 115 pour cent. Le déséquilibre entre les services postaux déficitaires et les télécommunications qui enregistrent des bénéfices s'accroît. Mais, n'oublions pas qu'à l'avenir les taxes des télécommunications outre-mer vont être réduites et que le taux de couverture général va en souffrir.

Passons maintenant au problème de la rémunération des comptes de chèques postaux. Comme vous l'avez entendu, il s'agit d'accorder un intérêt de 2 pour cent aux dépôts inférieurs à 10 000 francs. Le Conseil fédéral a annoncé qu'il trancherait avant la fin de l'année. Mais, le budget qui nous est soumis prévoit une dépense de 34 millions de francs à ce propos. C'est la raison pour laquelle nous devons nous prononcer aujourd'hui.

Le PDC rejette cette rémunération à une très forte majorité de 26 voix contre 4. On considère, en principe, qu'un monopole public ne doit pas étendre son activité à un secteur qui ne lui appartient pas, d'autant qu'il nuit à de petites entreprises actives dans ce domaine. Je pense notamment aux banques régionales qui jouent un rôle actif dans l'économie de notre pays. Ce sont elles qui, grâce aux dépôts des

comptes salaires et des comptes d'épargne, octroyent les crédits hypothécaires nécessaires aux petites et moyennes entreprises.

Si ces dépôts leur échappaient, on enregistrerait inévitablement une hausse des taux hypothécaires. L'annonce des PTT, indiquant leur intention d'introduire une certaine souplesse dans le futur en permettant aux titulaires de ces comptes d'avoir un découvert, peut être considérée comme l'expression de la volonté de participer activement au marché des crédits, surtout du petit crédit et, par conséquent, de s'assimiler de plus en plus à des services bancaires.

Eu égard aux innombrables tâches que les PTT ont à assumer et vu les programmes qu'ils auront à promouvoir dans le domaine des télécommunications, – je viens d'en souligner quelques-uns – je ne pense pas que l'entreprise dispose de moyens suffisants pour s'engager dans une nouvelle voie. D'ailleurs, je crois que les PTT n'ont pas bien mesuré le coût des engagements qu'une telle opération comporte.

Je sais, par exemple, que les grandes banques ont des services de réclamation qui fonctionnent bien, mais essentiellement sollicités pour de petites requêtes émanant d'épargnants et de pensionnés qui se font des soucis si un paiement d'intérêts arrive avec quelques jours de retard. Cela coûte aux banques des sommes importantes.

En ce qui concerne le montant à verser à la Caisse fédérale, j'estime qu'il faudrait garder une proportion du bénéfice semblable à celle qui a été observée dans les cinq ou six dernières années, c'est-à-dire environ 30 pour cent du bénéfice. Cela dans le but d'affirmer la nécessité de sauvegarder l'autofinancement.

Dans tous les cas, le PDC approuve la proposition de la majorité par 13 voix contre une d'accorder la somme de 170 millions aux caisses fédérales pour des raisons se rapportant à l'équilibre du budget financier de la Confédération.

Etant donné ces considérations, au nom du groupe PDC, je vous invite à approuver le budget 1989 des PTT.

Reich: Die freisinnig-demokratische Fraktion wird die beiden Minderheitsanträge Coutau und Frey unterstützen und im übrigen dem Budget der PTT zustimmen. Nach der ausführlichen Darlegung der Faktenlage kann ich mich im übrigen auf zwei, drei grundsätzliche Bemerkungen beschränken.

Es ist unverkennbar, dass die Ertragslage sich deutlich verflacht. Auch wenn im Budget 1989 die Personalkosten mit dem entsprechenden Kostenschub eine besondere Rolle spielen, ist davon auszugehen, dass die Belastungen der PTT-Rechnung inskünftig eher zunehmen werden. Einerseits ist daran zu erinnern, dass im tarifpolitischen Sektor das Problem des konkurrenzfähigen Unternehmensstandorts Schweiz zur Diskussion steht. Da wird die Entwicklung weiterhin sehr genau überprüft werden müssen. Es werden weitere Massnahmen fällig werden. Zum anderen haben wir zur Kenntnis nehmen müssen, dass auf technologischer Ebene grosse Anstrengungen nötig sein werden, um im internationalen Vergleich weiterhin wettbewerbsfähig zu sein. Wenn die Verwaltung vor der Kommission darauf hingewiesen hat, dass allenfalls mit Auflösungen von Anlagen bei der eidgenössischen Finanzverwaltung zu rechnen sei, dass mittelfristig auch Darlehen anstehen würden, wird man sich unter anderem die Position Unternehmensgewinn sicherlich genauer ansehen müssen.

Die Fraktion stimmt der Reduktion der vorgesehenen budgetierten Ablieferung von 170 auf 150 Millionen zu. Es ist nicht einzusehen, warum angesichts des eher negativen Gesamtrends an dieser Position festgehalten werden soll. Es ist ohnehin die Frage zu stellen, ob das wirklich eine Gewinnbeteiligung des Bundes sei – natürlich besteht die entsprechende Rechtsgrundlage in der Verfassung – oder ob es nicht eine Art Konzessionsgebühr sei. Jedenfalls glaube ich, dass das grundsätzlich einmal neu angesehen werden müsste. Wenn eine Reduktion von 170 auf 150 Millionen vorgenommen wird, so verstossen wir jedenfalls nicht gegen die Rechtsgrundlage, denn die 20 Millionen würden

den ohnehin schon positionierten Finanzierungsreserven und der Ausgleichsreserve zugute kommen.

Frau Stocker: Ich spreche für die grüne Fraktion und begründe gleichzeitig meinen Antrag, der von der Fraktion mitgetragen wird. Das PTT-Budget kommt popig, jugendlich daher. Dieses Yellow-Image «Ich fahre gelb» darf sein. Die PTT sind ein modernes Unternehmen. Sie investieren in alle nur erdenkbaren technologischen Bereiche. Datenverarbeitung beispielsweise erfährt eine muntere Verdreifachung im Budget. Ich bin als Laie überfordert festzustellen, ob tatsächlich all diese technologischen Neuerungen notwendig sind und ob es wirklich all diese Sprachlabor-Einrichtungen, Einrichtungen für Teleinformatik und Bürokommunikationssysteme braucht. Ich verweise Sie auf den Titel «Grossprojekte», Seite 26ff. So weiss ich auch nicht, ob die grössere Auswahl an popigen Telefonapparaten, die, so heisst es lakonisch auf Seite 59, mehr Ersatzmaterial brauchen, das Schweizervolk wirklich glücklicher machen. Aber auch die modernen gelben PTT haben ganz altmodische Dienstleistungen zu erbringen. Sie sollen für Frau Schweizer ein Päcklein von A nach B bringen, und sie sollen für Herrn Schweizer eine verzwickte Telefonnummer bei 111 eruieren können. Gerade da sagen die modernen PTT: Das machen wir schon, aber nicht mehr so billig. Auf der anderen Seite sind die PTT bereit, die Tarifsenkung beim Auslandtelefonverkehr per 1. Mai 1989 vorzunehmen. Hier geht es wahrscheinlich weniger um Herrn und Frau Schweizer, sondern vielmehr um die Firma Schweizer und Co. Das ist nicht jedermann.

Die grüne Fraktion ist der Meinung, die PTT sollen ein modernes Unternehmen sein, das Rendite und Gewinn abwirft; betriebswirtschaftliche Ueberlegungen sind entsprechend von Bedeutung. Aber betriebswirtschaftliche Ueberlegungen anstellen, bedeutet auch sinnvolle Mischrechnung zwischen populären (weniger gewinnträchtigen) und elitären (gewinnträchtigen) Dienstleistungen. Zweitens heisst es bei einem staatlichen Monopolbetrieb auch volkswirtschaftliche Ueberlegungen anstellen. Drittens ist die grüne Fraktion der Meinung, dass bei der Zinsfrage durchaus dem Bundesrat und der Mehrheit der Kommission zugestimmt werden kann.

Ich beantrage Ihnen deshalb im Namen der Fraktion,

1. auf die Tarifierhöhungen vom 1. Mai 1989 im Paketdienst zu verzichten;

2. auf die Tarifsenkung im Telefonauslandverkehr zu verzichten;

3. auf die Taxerhöhung im Auskunftsdienst zu verzichten.

Diese Tarifmassnahmen bringen – wenn ich das aus dem popigen Bericht richtig kapiert habe – etwa 28 Millionen zusammen. Aber die Gesamtrechnung der PTT kommt immer noch mit einem stolzen dreistelligen Millionengewinn daher. Ist nun das die gerechte Verteilung der Dienstleistungen eines staatlichen Monopolbetriebes nicht wert? Herr Jaeger hat vom Golden Girl gesprochen. Vielleicht ist es langsam ein «yellow Yuppie-Man» geworden. Ich weiss es nicht. Der Zorn in der Bevölkerung jedenfalls ist doch ziemlich gross, wenn man hinhört. Ich weiss nicht, ob ich mit den falschen Leuten verkehre, Herr Bundesrat, aber es gibt immer noch Leute, für die kommt es darauf an, was es kostet. Ich wäre Ihnen dankbar, wenn wir hier grosszügig sein könnten.

Die grüne Fraktion möchte das Yellow-Image der PTT mittragen, aber nicht um jeden Preis. Deshalb bitte ich Sie, meinen Antrag, der von der Fraktion unterstützt wird, ebenfalls zu unterstützen.

Fischer-Häggingen: Ich kann mich nach den sehr ausführlichen Darlegungen unseres Berichterstatters kurz fassen. Er hat die Probleme dargelegt, die sich bei den PTT ergeben; er hat auch die ganze Ertragsentwicklung aufgezeigt. Wir sind erfreut, dass die PTT einmal mehr einen positiven Abschluss vorweisen und auch wieder eine erkleckliche Summe der Bundeskasse abliefern können.

Wenn wir den Bericht und die Rechnung etwas näher durchgehen, stellen wir aber fest, dass gewisse Zeichen vorhanden sind, dass sich die Ertragslage in den nächsten Jahren verschlechtert. Die PTT stehen immer noch vor grossen Investitionsschüben. Es gibt neue Aufgaben, die sie zu erfüllen haben. Es ist auch über die Frage in unseren Fraktionen diskutiert worden, wie stark eigentlich die PTT noch wachsen sollen. Das ist eine berechtigte Frage, weil sich in einem Grossbetrieb auch negative Erscheinungen breit machen. Sollen die PTT einfach ins Unendliche wachsen? Sie haben heute über 60 000 Angestellte. Können die PTT als Grossbetrieb all diese neuen Aufgaben verkraften? Müsste bei neuen Aufgaben, wie zum Beispiel im Kommunikationsbereich, nicht vermehrt der Weg der Arbeitsteilung zwischen dem öffentlichen und dem privaten Sektor beschritten werden?

Zur Diskussion stand in unserer Fraktion auch das Personalproblem. Die PTT haben Schwierigkeiten, Personal zu bekommen, was aber für sämtliche öffentlichen wie privaten Betriebe gilt. In den ersten neun Monaten gab es 3363 Austritte und 4066 Eintritte. Solche Fluktuationen gibt es auch in der Privatwirtschaft. Zudem bewilligen wir jetzt indirekt 1220 neue Stellen, zum Teil für den vorhandenen grösseren Verkehr, aber auch für den zusätzlichen Service, der angeboten wird.

Wir haben aus Genf zur Lohnpolitik des Bundes ganz kritische Töne gehört. Wir können diese Art der deutlichen Forderungen nach einer Reallohnerhöhung nicht akzeptieren, sondern das PTT-Personal muss seine Löhne im Rahmen der Lohnstruktur des ganzen Bundespersonals abgedeckt haben. Hier können wir keine separaten Lösungen suchen, sondern es muss im Rahmen der Lohnzugeständnisse, wie sie in der Privatwirtschaft und im öffentlichen Sektor üblich sind, vorangegangen werden.

Zu den beiden Anträgen der Minderheit: Darüber haben wir uns ebenfalls unterhalten. Wir sind grossmehrheitlich für die Ablieferung, wie sie der Bundesrat vorschlägt. Wir glauben, dass die PTT bei so guten Zahlen einen Beitrag an die Gesunderhaltung unserer Bundeskasse leisten können.

Bei der Verzinsung gehen die Ansichten in unserer Fraktion auseinander. Es gibt Leute, die sagen, die PTT müssten mit der Zeit gehen, versuchen, den sich abzeichnenden kleineren Umsatz wieder gutzumachen. Der kleinere Teil der Fraktion ist jedoch der Auffassung, dass es nicht Aufgabe der PTT sei, hier eine Verzinsung einzuführen und eine Kleinkreditbank zu spielen. Es wurde vor allem auch dieses Argument vorgebracht: Wird damit nicht eine gewisse Einladung zum Schuldenmachen des kleinen Mannes provoziert? Das muss man genau überdenken, wenn der Bundesrat sich darüber Gedanken macht, wie er diese Verzinsung ausgestalten soll. Wir sind also der Auffassung, dass das Ueberziehen eigentlich nicht angebracht wäre.

Wir haben uns gefragt, ob letztlich diese Verzinsung von PTT-Seite eigentlich den gewünschten Effekt bringe. Der Mehraufwand – das ersehen Sie aus dem Bericht: für die Zeit vom 1. Mai bis Ende Jahr macht er 34 Millionen aus – beträgt 50 Millionen. Dieser Mehraufwand muss ja wieder eingebracht werden. Ich frage mich, ob der erwartete Mehrverkehr tatsächlich die Mehrkosten und den Mehraufwand deckt. Zudem: Wie ist das Arbeitsvolumen, das mit dieser Verzinsung zusätzlich zu verkraften ist? Wir haben gehört, dass wir Personalmangel haben. Mit der Verzinsung der Postcheckgelder benötigen die PTT auch mehr Personal. Ich habe mir die Mühe genommen, das Protokoll vom 1. April 1949 zu lesen. Damals wurde das Postverkehrsgesetz in dem Sinne abgeändert, dass die zwingende Vorschrift auf Verzinsung wegfiel. Seither haben die PTT die Möglichkeit, die Postcheckgelder zu verzinsen oder nicht. Der Bundesrat hat dann später die Zinsloserklärung vorgenommen. Es sind «idyllische» Zahlen, von denen wir da hören. Ich möchte sie Ihnen einmal vorlesen. Da hat der Berichterstatter Munz im Rat gesagt:

«Aber es ist nicht nur zu beachten, dass die Zinsberechnung auf den Postcheckkämtern Arbeit in erheblichem Umfang bedeutet. Dazu kommt noch allerhand, zum Beispiel der

enorme Papieraufwand durch 200 000 Zinsgutschriften inklusive Kuverts, dann die Verbuchung von 200 000 Posten in den Konten, die Verbuchung bei den Kontoinhabern und die Ermittlung der 25 Prozent Verrechnungssteuer, die gemäss Gesetz auch hier abgegolten werden muss.» Zum Schluss sagt er: «Wir stellen fest, dass mit der Zinsloserklärung sterile und ganz unproduktive Arbeit in beträchtlichem Umfang dahinfallen würde.» Das war eine der Argumentationen im Jahre 1949. Es würde mich interessieren, wieviel zusätzliches Personal heute nötig ist, damit diese Aufgabe erfüllt werden kann, und wie gross der gesamte Aufwand ist? Ich bitte Sie, dem Voranschlag zuzustimmen und einerseits dem Minderheitsantrag bei der Verzinsung und andererseits der Mehrheit bei der Ablieferung zuzustimmen.

Oester: Gestatten Sie mir, dass ich Ihnen ganz kurz bekanntgebe, wie die LdU/EVP-Fraktion sich zu den Hauptpunkten des PTT-Budgets stellt:

1. Zunächst erachten wir die in Aussicht genommene Verzinsung der Postcheckguthaben für betrieblich und volkswirtschaftlich naheliegend und vernünftig. Deshalb unterstützen wir das Vorhaben und werden also beim Beschluss A der Mehrheit zustimmen. Auf eine Begründung verzichte ich. Es ist alles schon gesagt worden.

2. Bei der umstrittenen Gewinnablieferung im Beschluss B stimmen wir hingegen mit der Minderheit für 150 Millionen Franken statt für 170 Millionen Franken; dieser Betrag erscheint uns zu hoch, vor allem aus zwei Gründen:

Die PTT werden im Hinblick auf die rasante technische Entwicklung, auf die hier schon mehrfach hingewiesen worden ist, künftig genauso wie heute – vermutlich in noch höherem Mass – auf einen beträchtlichen Abschreibungsbedarf und damit auf einen entsprechenden Cash-flow angewiesen sein. Wir halten es darum für richtig, dass der Bund seine Ansprüche an die PTT etwas zurückschraubt. Das ist – wie die Gewinnentwicklung der PTT selber – keineswegs als dramatisch zu bezeichnen.

Der zweite Grund, warum wir bei der Gewinnablieferung für den niedrigeren Betrag eintreten werden: Wir glauben, dass die Tarifmassnahmen der PTT richtig und wohl begründet sind. Die PTT wollen ja im Rahmen des Möglichen ihren Kunden entgegenkommen und sie von der guten Situation auch profitieren lassen. Das halten wir für richtig. Der Bund soll also bei den PTT nicht allein absahnen. Die Kunden sollen in den Sparten, in denen sie bis heute sehr viel bezahlen und eine wesentliche Ueberdeckung an die Kosten leisten, entlastet werden.

Stappung: Es ist allgemein bekannt, dass die Personalsituation bei den PTT-Betrieben ausserordentlich prekär ist. Ich weise darauf hin, dass das nicht nur die PTT-Betriebe, sondern auch den anderen Regiebetrieb des Bundes, die SBB, betrifft. Es gibt derartige Zustände und Engpässe bei der Postzustellung, dass Aushilfskräfte, die zwei Tage im Dienste der PTT stehen, bereits als vollwertige Zustellbeamte eingesetzt werden müssen, oder Reinigungspersonal für die Postzustellung eingesetzt werden muss. Sie sehen auf Seite 41 beim Personalaufwand, dass auf den 1. Januar 1989 eine Realloohnerhöhung in Kraft tritt. Wenn diese Realloohnerhöhung in Kraft tritt, sind wir aber beim Bundespersonal bereits wieder in Verzug gegenüber der Privatwirtschaft. Wir haben wohl noch die Aemterklassifikation, die in drei Phasen verwirklicht werden soll: Die erste Phase wird auf den 1. Januar 1989 wirksam; die zweite Phase auf den 1. Januar 1990 und die dritte Phase leider erst auf den 1. Januar 1991.

Wenn tatsächlich etwas getan werden muss, dann ist es hier möglich, einen Schritt zusätzlich zu tun und die zweite und dritte Phase zusammenzulegen, so dass die revidierte Aemterklassifikation auf den 1. Januar 1990 abgeschlossen werden kann. Es wird in den unteren Personalkategorien ohnehin nicht begriffen, dass die Chefbeamten von der Realloohnerhöhung schon per 1. Januar 1989 profitieren, aber die kleinen Zustellbeamten damit bis 1. Januar 1991 zuwarten sollen.

Herr Bundesrat, ich bitte Sie, das zu beachten und alles daranzusetzen, dass hier ein zusätzlicher Schritt getan werden kann.

Gestatten Sie mir noch ein Wort zur Zulage zum Ortszuschlag, zu den 2000 Franken. In Genf ist diese Zulage versichert; dem Vernehmen nach soll diese Zulage in Zukunft nicht mehr versichert werden, wie man das für Zürich und allfällige andere Orte ebenfalls vorsieht. Ich bitte dringend, diese Zulage, die einen Lohnbestandteil ausmacht, weiterhin versichert zu belassen und da, wo sie notwendig ist, auch tatsächlich auszurichten.

Frau Leutenegger Oberholzer: Ich benutze den Voranschlag der PTT ebenfalls dazu, auf die kritische Personalsituation bei den PTT-Betrieben hinzuweisen. In der Personalpolitik drängt sich eine grosszügigere Haltung von Seiten des Bundesrates auf. Das müsste spätestens seit den Aeusserungen am Kongress der PTT-Union klar geworden sein. Das PTT-Personal arbeitet – unter ständig steigendem Arbeitsanfall und bei sich häufenden Personalfluktuationen – unter einem sehr starken Stress. Das gilt vor allem für all die Leute, die direkt an der Front arbeiten. Ich denke z. B. an das Zustellpersonal oder auch an all jene, die in den fabrikähnlichen Postbetriebszentren tätig sind. So kann es denn auch nicht verwundern, dass bei den Gewerkschaften Kampfpapieren laut werden. Man muss sich auch nicht fragen, warum immer mehr ausgebildetes PTT-Personal in die Privatwirtschaft abwandert. Damit wird aber das Sparen auf dem Buckel des Personals zu guter Letzt ein Verlustgeschäft für die PTT selber. Mit der zunehmenden Abwanderung von Personal verlieren die PTT nicht nur qualifizierte Leute, sondern auch die ganze Ausbildung, die sie bei den Monopolberufen über Jahre investiert haben.

Mit den zunehmenden Personalfluktuationen werden auch die Friktionsverluste immer grösser. Mit der Einstellung von mehr Hilfskräften lässt sich dies nicht wettmachen. Die Folgen einer derartigen Politik könnten auf mittlere Frist zu einem Leistungsabbau, wenn nicht sogar zu einem Trend zur Privatisierung von PTT-Leistungen führen. Dieser Prozess muss gestoppt werden.

Eine Verbesserung der Arbeitsbedingungen des PTT-Personals ist dringend nötig. Wir erwarten vom Bundesrat, dass er seine Kompetenzen zugunsten des Personals voll ausschöpft. Das gilt vor allem für folgende Sofortmassnahmen: 1. Die Sonderzulage, die vorerst nur in Genf und ab Januar in Zürich ausgerichtet wird, ist auch auf die anderen Agglomerationen mit höheren Lebenskosten auszudehnen. Ich denke zum Beispiel an die Städte Basel, Bern, Lausanne sowie die entsprechenden Vorortsgemeinden. Selbstverständlich ist dieser Sonderzuschlag allen auszurichten, also z. B. auch den Aufräumerinnen. Alles andere wäre sozialpolitisch gesehen ein Skandal.

2. Die für die nächsten drei Jahre vorgesehene Revision der Aemterklassifikation ist, wie dies auch Herr Stappung betont hat, zeitlich vorzuziehen. Wir hoffen, dass ab 1990 alle Personalkategorien – und nicht nur das zahlenmässig ausreichende obere Kader – in den Genuss von Gehaltsverbesserungen kommen. Was fehlt, sind schliesslich Briefträger und Briefträgerinnen sowie Personal der unteren Verarbeitungsstufen. Die dritte Phase der revidierten Aemterklassifikation ist deshalb auf 1990 vorzuziehen. Persönlich finde ich es als Parlamentarierin eine Schande, dass ausgerechnet das PTT-Personal, auf dessen Buckel weit über 100 Millionen Franken für die Bundeskasse erwirtschaftet werden, derart schlecht und knausrig behandelt wird. Diese Sparpolitik könnte sich zu guter Letzt als Trugschluss auch für den Bund und für die PTT erweisen. Wenn immer mehr Personal abwandert, wird dies für die PTT selbst zu einer Existenzfrage werden. Der Bundesrat ist deshalb gut beraten, sich in den kommenden Verhandlungsrunden mit den Personalverbänden gegenüber dem PTT-Personal vor allem in den unteren Gehaltskategorien und an der Front endlich grosszügiger zu erweisen.

Wir haben heute auf einen Antrag zum Personalbudget der PTT verzichtet, weil wir nicht in die laufenden Verhandlungen

gen eingreifen wollen. Wir hoffen aber sehr, dass der Bundesrat die Forderungen der Personalverbände vollumfänglich erfüllt.

Brügger: Die PTT erfüllen als Dienstleistungsbetrieb mehrere wichtige Aufgaben, die für das harmonische Zusammenleben verschiedenartiger Gemeinschaften in unserem Lande von lebensnotwendiger Bedeutung sind. Aufbau, Struktur und Führung des Betriebes ermöglichten bis heute, mit gemeinwirtschaftlichen Leistungen siedlungspolitisch ausgleichend und stabilisierend zu wirken. PTT-Dienstleistungen, welche selbst das hinterste Bergtal erreichen, mögen kostspielig sein; sie spielen aber eine nicht zu unterschätzende Rolle und sind tatsächlich von eminenter Bedeutung. Die PTT haben es bis heute verstanden, diese Rolle ausgezeichnet zu spielen – nicht zuletzt deshalb, weil bewusst auf die konsequente Anwendung des Verursacherprinzips verzichtet wurde. Das darf in Zukunft nicht anders sein.

Die bis heute praktizierte Mischrechnung muss in der bestehenden Form weitergeführt werden. Etwas anderes könnte sich mit der Zeit nur zuungunsten der Bewohner von Randregionen auswirken. Das vorgelegte Budget lässt gewisse Tendenzen erkennen, wonach sich einzelne Postbereiche gerne verselbständigen möchten. Es ist durchaus verständlich und auch richtig, wenn zur besseren Beurteilung des Geschäftsganges die verschiedenen Teilbereiche einzeln untersucht und dargestellt werden. Falsch ist es aber, wenn auch die Schlussfolgerungen abschliessend einzeln gezogen werden. So ist es fraglich, ob im Fernmeldebereich, vor allem beim Auslandverkehr, nach mehreren Tarifsenkungen auf den 1. Mai 1989 schon wieder eine solche zu gewähren ist. Dies sei aus Konkurrenzgründen notwendig, wird betont, was fraglich erscheint, wenn gleichzeitig mit einem ansehnlichen Wachstum von 11 Prozent in diesem Bereich gerechnet wird. Diese erneute Reduktion verhindert die Einnahmen um 83 Millionen, während andere Bereiche – die Paketpost, verschiedene Zuschlags- und Nebentaxen, die Postautodienste – mit Tarifierhöhungen diese Mindereinnahmen wieder wettmachen sollen.

Diese Entflechtungstendenzen dürfen nicht allzu weit getrieben werden, weil wir uns mit der Zeit immer stärker in Richtung des rigoros angewendeten Verursacherprinzips bewegen. Davon wären die Randregionen zu einseitig betroffen.

Die zweite Bemerkung betrifft das Gesamtverteidigungsnetz, welches primär der zivilen Führung der Landesverteidigung und sekundär der Armee dienen soll. Hiefür sind total Aufwendungen von 537 Millionen Franken vorgesehen, wovon 400 Millionen PTT-betriebsfremd sind. Laut Botschaft des Bundesrates haben zwischen den verschiedenen beteiligten Instanzen Gespräche zur Kostenaufteilung stattgefunden.

Der Bundesrat beabsichtigt, die gesamte Investition bei den PTT zu belassen, was ich als falsch erachte. Ich bitte den Bundesrat, die Aufteilung der 537 Millionen Franken im Sinne einer erwünschten Transparenz korrekt aufzuteilen. Damit soll ermöglicht werden, den tatsächlich erwirtschafteten Jahresgewinn der PTT zu bestimmen.

M. Spielmann: Le budget des PTT, tel qu'il nous est proposé, se caractérise à nouveau par une importante augmentation du trafic et des prestations ainsi que, cette fois, par une augmentation des dépenses en faveur du personnel. Mais, si l'on compare l'évolution au cours de ces dernières années, on s'aperçoit, qu'en fait, la progression du trafic est beaucoup plus importante que celle des effectifs et que l'accumulation de nombreuses années de blocage des effectifs pose de graves problèmes.

Il n'est pas utile de rappeler les difficultés croissantes que connaissent notamment les grandes villes, il en a été suffisamment débattu au Conseil national. La question posée est de savoir quelle réponse le Conseil national, par le truchement du budget des PTT, donnera aux problèmes actuels. Je voudrais revenir sur l'intervention de M. Coutau qui ne comprend pas les positions de l'Union PTT qui s'en tenait,

dit-il, à des slogans aussi simplistes que «salaire égal, travail égal». Il faut dire qu'il y a effectivement plusieurs façons de répondre aux problèmes importants des prestations d'abord, et du personnel des PTT ensuite, mais la régionalisation et les réponses ponctuelles ne sont pas, à mon avis, des solutions satisfaisantes parce qu'elles vont tout droit dans une orientation qui se fera au détriment de certaines régions de notre pays.

Au travers de ce débat, se pose tout le problème de l'activité et du but même de nos PTT et, s'il est vrai qu'aujourd'hui l'accent principal porte sur le développement des technologies et des télécommunications, notamment, je pense qu'il y a aussi de la part des PTT une nécessité absolue de répondre à la notion de service public. Des efforts de rentabilité et les recherches de réponse aux problèmes technologiques sont certes importants, mais il est aussi important de laisser, dans une collectivité, une place aux messages de réconfort, aux facteurs humains et d'échange. A cet égard, les PTT doivent absolument remplir ce rôle et il appartient au Parlement de lui en donner les moyens.

Il ne s'agit donc pas, à mon avis, de développer et de favoriser uniquement les grandes villes mais de répondre à leurs problèmes spécifiques, non pas au travers d'une remise en cause de l'ensemble des salaires et du statut des fonctionnaires, mais en modifiant et en adaptant les indemnités de résidence à leur réalité économique. On sait aujourd'hui que ces indemnités ne répondent absolument pas à la réalité économique et, si on prend l'exemple genevois ou zurichois, on s'aperçoit qu'une indemnité de résidence qui plafonne à 10 points est absolument insuffisante, les calculs et les statistiques démontrant que c'est, en tout cas, au tour des 19 et 20 points que devrait s'arrêter cet indice. Il s'agit donc de modifier fondamentalement cette position des indemnités de résidence en donnant la possibilité économique aux grandes villes de trouver le personnel dont ils ont besoin.

L'autre aspect est l'ensemble du volume des salaires, la politique du personnel. Il faut dire ici aussi que les décisions prises au début de l'année ne sont pas – comme cela a été dit – des positions satisfaisant tout le monde, que le mécontentement dans le personnel est très important aujourd'hui, que des situations que l'on peut qualifier d'alarmantes existent. Pour illustrer cela, je voudrais prendre l'exemple de ce facteur de la région genevoise qui envoie son budget de ménage à la Direction générale pour leur dire: «Comment, avec deux enfants, vais-je nouer les deux bouts avec le salaire que vous m'offrez?» Et la réponse est de dire: «Et bien, écoutez, allez consulter les offices sociaux. Ils trouveront des solutions à votre problème.»

Le problème du pouvoir d'achat mais aussi celui de la dignité de l'homme et de celle du facteur sont ici mis en cause. Le facteur devient de plus en plus le paria dans les grandes villes et il n'ose quasiment plus donner des indications sur son salaire et sur la façon dont il est traité par la Confédération. Je pense donc que, sur ce terrain-là et notamment pour les petites classes dans les grandes villes, il y a réellement un effort très important à faire. Les prestations de l'administration des PTT et les résultats qui seront obtenus pour le secteur privé et pour la population dépendront en grande partie de la réponse que l'on donnera à cette interrogation.

Il ne suffira pas de dépenser des dizaines de milliers de francs, voire des millions, dans la publicité pour trouver du nouveau personnel, la meilleure des publicités est de payer son personnel et de le traiter convenablement, et cela est aujourd'hui loin d'être le cas dans les grandes villes.

Carobbio: I colleghi Stappung e Spielmann e altri hanno già sollevato a questa tribuna, in termini generali, i problemi della condizione del personale delle PTT.

Permettetemi di continuare il discorso completando le loro considerazioni con alcune valutazioni o alcuni esempi concreti che toccano proprio le questioni da loro sollevate cioè le questioni dell'insufficienza del personale, dei salari e delle indennità penali della regionalizzazione dei salari.

Primo problema: Effettivamente la questione dell'insufficienza di personale sta diventando un po' in tutta la Svizzera un grave problema che arrischia di intaccare l'immagine delle nostre Poste come servizio pubblico efficiente.

Sono già stati citati esempi in altre regioni della Svizzera. Io ne cito uno solo che riguarda il Ticino ma che completa il discorso. A Bellinzona, presso gli uffici postali, nel servizio di distribuzione, il personale non solo deve lottare per ottenere il diritto ai giorni di libero – come avviene in altre regioni – ma addirittura è confrontato con la necessità di rivendicare per aver personale per poter fronteggiare la situazione e assicurare tutta la distribuzione.

Chiedo perciò all'on. Capo del dipartimento di porre veramente al centro delle preoccupazioni della politica delle PTT il problema di garantire per il servizio di distribuzione sufficiente personale per assicurare tutti i servizi.

Problema dei salari. Proprio in relazione al maggior impegno di lavoro del personale delle PTT, trovo che il modo col quale la rivalutazione dei salari del personale federale viene portata avanti è veramente insoddisfacente, perché va avanti con troppa lentezza. Non credo che sia possibile prolungare oltre questa situazione.

Il più presto possibile – non oltre in ogni caso il 1990 – tutto il personale, senza distinzione, deve poter beneficiare degli aumenti di salario che già abbiamo già discusso e deciso. Ultima questione. Le indennità particolari, i 2000 franchi per le regioni dove il costo della vita è particolarmente alto. Anche questa politica – l'avevo già denunciato in occasione della discussione del relativo messaggio – non è veramente la migliore. Crea delle situazioni inaccettabile fra il personale perché porta ad una discriminazione in fatto di retribuzioni.

Nessuno contesta che a Ginevra, a Zurigo e in altre città ci siano problemi di costi della vita più alti. Però costi degli affitti non sono molto differenti a Ginevra e nel Ticino.

Oggi, nella regione di Bellinzona e dintorni, a Lugano, credo che per un postino, per un impiegato qualsiasi, trovare affitti sotto i 1000 franchi al mese è un'operazione impossibile.

Ecco perché penso che questa politica, che va nella direzione della regionalizzazione dei salari, debba essere rivista. In ogni caso anche i postini ticinesi hanno più che ragione di rivendicare che l'indennità speciale di 2000 franchi sia esteso anche a loro.

Ecco alcuni esempi che, secondo me, non fanno altro che sostenere le argomentazioni generali già espresse qui dai colleghi Spielmann e Stappung sulle condizioni difficili del personale delle PTT.

Io mi auguro, anche se non faccio proposte concrete, che da parte del Dipartimento e delle PTT si imposti una politica diversa che tenga meglio conto delle esigenze del personale e questo anche nell'interesse stesso dell'azienda.

Mühlemann: Zweifelloso befindet sich heute die PTT an einem Wendepunkt. Das hat nichts zu tun mit den umstrittenen Postcheckzinsen. Das hat meines Erachtens auch nichts zu tun mit den Verhandlungen zwischen den Personalverbänden und den Vertretern des Staates. Das hat sehr viel zu tun mit der technologischen Revolution. 1972 hat PTT-Generaldirektor Locher – ein echter Unternehmer – die Idee gehabt, eine elektronische Spielwiese in Wingern zu errichten, um die Schweiz im Bereiche der Kommunikation zeitgemäss weiterzubringen. Diese Idee ist gescheitert, weil schon damals die PTT ihre Beiträge an die Bundeskasse abliefern und zuwenig Geld für echte Investitionen und Innovationen hatten. 1974 hat die japanische Stadt Tama New Town den Beweis geliefert, dass man schlagartig an die Spitze der weltweiten Entwicklung kommen kann. Amerika hat ein Jahr später mit den Glasfaserverkabelungen nachgezogen; wir haben erst 1988 diesen Weg eingeschlagen. Ich darf Ihnen sagen, dass die Arbeiten in den zwölf ausgewählten Modellgemeinden gut anlaufen, dass wir mehr kreative Menschen haben, als wir vermuten könnten. Aber alle diese Projekte, die landesweit vernetzt werden müssten, werden durch zwei Hindernisse gebremst werden und Schwierigkeiten erhalten, nämlich dort, wo das fachtechni-

sche Personal der PTT die Unterstützung liefern müsste und dort, wo finanzielle Engagements getätigt werden.

Ich habe viel Verständnis, wenn die PTT heute Personalaufstockungen verlangen. Aber wir sollten Gewicht darauf legen, dass diese Akzente im Bereich der Qualität gesetzt werden. Die PTT haben im Fernmeldebereich beachtliche Leistungen aufzuweisen. Die Telekommunikations-Entwicklung ist aber nur ein Teil. Wir haben einen zweiten Bereich der Computertechnologie und einen dritten Bereich der Fernsehtechnologie, der eng damit verbunden ist, und damit brauchen wir in Zukunft Telematiker, Generalisten, die mehr verstehen von all diesen Teilbereichen der modernen Technologie. Es fehlt an der Ausbildung in unserem Land. Die wenigen, die wir haben, sind abgesogen in private Bereiche, wo die Löhne unanständig hoch geworden sind. Sie befinden sich in der Privatindustrie, und die PTT haben aussergewöhnliche Mühe, Leute zu finden. Ich bitte Sie, Verständnis zu haben für diese unternehmensführerischen Entscheide, die in den PTT getroffen werden müssen. Wir brauchen bei den PTT dringend auf oberster Stufe besseres Fachpersonal. Wir müssen dafür auch Löhne zahlen, die über eidgenössischen Normen liegen. Wenn es uns nicht gelingt, das zu erreichen, werden die PTT im internationalen Wettbewerb nicht mitkommen. Wir müssen auch grosszügiger sein im internationalen Austausch dieses Fachpersonals. In dieser Beziehung braucht es bei allen Instanzen mehr Verständnis für diese Notlage. Selbstverständlich ist die finanzielle Hürde als zweite Schwierigkeit zu nehmen. Wir stellen fest, dass der Monopolbetrieb PTT bis jetzt sehr erfolgreich gewirtschaftet hat, dass aber diese Erträge zu einem grossen Teil in die Bundeskasse abfliessen. Wenn Herr Nationalrat Claude Frey jetzt den Antrag stellt, diesen Abfluss mindestens symbolisch um 20 Millionen Franken zu verringern, so bitte ich Sie, dem zuzustimmen. Das ist ein symbolischer Akt. Die PTT brauchen mehr Geld, um unternehmerisch zu wirken, um Investitionen zu tätigen, nicht um Spesen zu machen! Diese Investitionen enden nicht in einem einmaligen Start in die Telekommunikationsära. Sie müssen fortgesetzt werden.

Das Verständnis ist heute erfreulicherweise vorhanden. Bei Ihnen, in allen Kommissionen, die sich mit dieser modernen Entwicklung beschäftigen, ist das Verständnis schlagartig gewachsen. Herr Bundesrat Ogi ist bereit, hier mitzuwirken, und er hat es mehrfach bewiesen. Aber wir müssen im Innern der PTT selber, diesem Dinosaurier mit seinen 60 000 Angestellten, darauf zielen, dass mehr Unternehmensegeist entsteht. Wir brauchen in den PTT weit mehr Unternehmer und weniger Buchhalter.

Lanz: Ich spreche zu einem Thema, das sich eigentlich nahtlos an dasjenige meines Vorredners anschliesst. Ich spreche zum Problem des Baus des Gesamtverteidigungsnetzes, nicht zum Gesamtverteidigungsnetz an sich. Das möchte ich ausdrücklich gesagt haben.

Auf Seite 29 der Botschaft, in einem kleinen Abschnitt, steht geschrieben, was und auf welche Weise das Projekt beabsichtigt ist. Der Bundesrat beauftragt die Fernmeldedienste, ein Netz für die Gesamtverteidigung zu bauen – über das ich nicht spreche –, und ist der Meinung, die Kosten, die etwas über 500 Millionen betragen, seien von den PTT zu tragen. Dazu hätte ich einige Fragen und Wünsche:

Herr Bundesrat, ist es nicht üblich, dass für Bauvorhaben in diesem Ausmass dem Parlament eine Botschaft vorgelegt wird? Es geht immerhin um ein Bauvorhaben von über 500 Millionen Franken.

Eine weitere Frage: Wenn wir das Budget verabschieden, haben wir gleichzeitig auch diesen Kredit bewilligt? Ich stelle mir vor, das sei die Meinung des Bundesrates. Haben wir dann auch automatisch das dazu benötigte Personal bewilligt? Denn in der Botschaft steht, dass man im Maximum bis zu 50 Leute mehr beschäftigen muss. Herr Mühlemann – das müsste auch Sie interessieren –, hemmen diese 50 zusätzlichen Leute, wenn wir sie nicht zusätzlich bewilligen, nicht den dringenden Ausbau des PTT-Kommunikationsnetzes? Denn die gleichen Leute können nicht zugleich

zwei Netze weiter ausbauen. In der Botschaft steht nicht, was wir in der Kommission zur Revision des Fernmeldegesetzes vernommen haben, dass nämlich dieses Netz für die PTT, wenn es einmal erstellt ist, jährliche Folgekosten von zwischen 30 und 40 Millionen haben wird. Das muss man auch wissen.

Wenn das alles, was ich vermute, Tatsache wird – ich stelle keinen Antrag –, hätte ich noch zwei Wünsche: erstens, dass man in Zukunft die PTT-Budgets und -Rechnungen transparenter macht. Im PTT-Budget auf Seite 2 gibt es eine Sammelrubrik «Gemeinwirtschaftliche Leistungen». Wenn diese wegen dem GV-Netz um 10 Prozent aufgestockt wird, müsste man dies nach meiner Meinung getrennt aufführen. Weiter hinten, auf Seite 56, beim Investitionsbudget, steht unter 152.2 Telefon-Fernlinien – das können Sie in den Bemerkungen nachlesen –, dass hier auch das GV-Netz inbegriffen ist, ein Viertel dieses hier eingesetzten Betrages ist also für das GV-Netz. Es würde sich lohnen, das auszuweisen. Dann werden das Budget und später die Rechnung auch transparent.

Bundesrat **Ogl:** Ich möchte Ihnen zunächst einmal für die breite Diskussion danken. Ich danke auch für die Anregungen und möchte klar zum Ausdruck bringen, dass wir nicht auf der Spielwiese bleiben wollen. Wir werden alles tun, damit die PTT im internationalen Konkurrenzkampf bestehen können.

Die Aussichten sind einerseits erfreulich, aber es gibt andererseits einige Wolken am Himmel, die wir auch sehen müssen.

Das Budget 1989 der PTT-Betriebe rechnet wieder mit einem positiven Ergebnis. Allerdings ist der Ueberschuss, wie hier mehrmals erwähnt wurde, mit 198 Millionen Franken wesentlich geringer als in den früheren Jahren. Die Lage verflacht sich eben, wie bereits gesagt wurde. Die PTT sollen auch weiterhin Spitzenleistungen erbringen. Die Gewinnerzielung ist ja nicht das Hauptziel. Wir wollen aber auf keinen Fall PTT-Betriebe, die sich in Richtung Sturzflug begeben. Mit einem andern Regiebetrieb haben wir diesbezüglich etwas Sorgen.

Wenn Sie das wollen, was auch Herr Mühlemann gefordert hat, eine moderne, leistungsfähige PTT, müssen Sie auch akzeptieren, dass diese PTT vor grossen Aufgaben stehen. Die Investitionen sollen gegenüber 1988 um 11 Prozent wachsen, nämlich um 318 Millionen auf die stolze Zahl von 3271 Millionen Franken. Dieses beachtliche Niveau soll beibehalten und gemäss Finanzplanung in den zukünftigen Jahren noch weiter angehoben werden. Das kommt nicht von ungefähr, sondern ist Folge der anhaltend grossen, ja stets steigenden Nachfrage nach den PTT-Dienstleistungen. Gerade die kapitalintensive Telekommunikation erfordert erhebliche Investitionen und auch erhebliche Anstrengungen. Nur wenn wir bereit sind, diese Anstrengungen mitzumachen, können wir bestehen. Nur so können die PTT bei uns und vor allem international mithalten. Es tut sich ja bekanntlich sehr viel auf internationaler Ebene.

Wir müssen mit unseren PTT-Betrieben an der Spitze mit dabei sein. Eine leistungsfähige und verlässliche Telekommunikation ist für unsere Wirtschaft heute der entscheidende «Rohstoff». Sie ist aber auch für die ganze Bevölkerung ein wichtiger Beitrag zur Lebensqualität. Das wollen wir nicht vergessen.

Die Finanzierung dieser Investitionen erfordert den ganzen budgetierten Cash-flow von 2238 Millionen Franken. Weil dieser allein nicht genügt – das möchte ich hervorheben –, müssen für die Gesamtfinanzierung vorhandene Kapitalanlagen aufgelöst werden.

Sie sehen also, die PTT müssen ihre Reserven angreifen, müssen auf Rückstellungen aus besseren Jahren zurückgreifen.

Wer unsere PTT liebevoll Golden Girl nennt, muss dafür Sorge tragen, dass es nicht überfordert wird, vorzeitig altert und den gelben Glanz eben verliert. Ein gewöhnliches Face lifting mit Salben und Wässerchen würde dann nicht mehr genügen, um dieses Girl jung und attraktiv zu erhalten.

Die Sorge um die Substanzerhaltung der PTT führt uns auch dazu, Tarifmassnahmen zu ergreifen, wobei eine Erhöhung der Paketporti unumgänglich ist, währenddem beim Telefon die Entwicklung in die andere Richtung geht, nicht zuletzt, um die Auslandskonkurrenzfähigkeit zu erhalten

Eines der Hauptziele dieser geplanten Tarifbeschlüsse des Bundesrates wird die Entlastung der vielfach erwähnten Mischrechnung sein. Wir wollen das Ungleichgewicht zwischen Post- und Telekommunikation abbauen. Da wir das Fuder nicht überladen wollen, werden die Tarifmassnahmen nach oben und nach unten per saldo «nur» 28 Millionen Franken Mehreinnahmen bringen. Der Bundesrat wird separat darüber beschliessen. Doch in diesem Budget sind die Einnahmenerwartungen schon vorweggenommen.

Einige kurze Bemerkungen zum Personal:

Der budgetierte Zuwachs gegenüber den bewilligten und im Nachtrag II für 1988 noch beantragten Stellen ist – das wurde mehrmals gesagt, und ich kann dem beipflichten – erheblich. Es geht um 1220 Personen, das ist eine geballte Ladung und etwas nicht Alltägliches. Für die Post brauchen die PTT 600 neue Leute, für die Fernmeldekreise 450, für die Generaldirektion und die zentralisierten Betriebe 170 Personen.

Einige Stichworte zu diesen Bedürfnissen. Sie müssen zur Kenntnis nehmen, dass 40 000 neu durch die Post zu bedienende Haushaltungen und eine allgemeine Verkehrszunahme von fast 3 Prozent zu verzeichnen sind.

Ferner ist eine Erhöhung der Bestände an Ablösern zum Abbauen der vielen Ueberzeitrückstände notwendig. Im ganzen sind das, man höre und staune, 240 000 Arbeitstage, dies nicht zuletzt bedingt durch die internen EDV-Ausbildungstage.

Schliesslich ist die Einführung oder der Weiterausbau wichtiger Systeme im Dienstleistungssektor, wie Videotex, Natel-C und integriertes Fernmeldesystem, vorgesehen.

Die EDV-Equipen in der Generaldirektion müssen ebenfalls verstärkt werden – EDV heisst bekanntlich die Zukunft.

Wir alle wissen auch um die Anträge der PTT und der Personalverbände für zusätzliche Sonderentschädigungen. Sie wurden hier mehrmals angesprochen. Namentlich die Arbeitsbedingungen in grossen Postbetriebszentren geben zu Sorge Anlass. Das Geschäft wird zurzeit – das muss ich all denjenigen, die hier in diese Richtung plädiert haben, sagen – vom Finanzdepartement geprüft, so dass ich heute keine Entscheide in Aussicht stellen oder sogar bekanntgeben kann.

Die Diskussionen innerhalb der Personalverbände zeigten allerdings, dass die Bevorzugung der Zentren auch auf Widerstände vom Land her – das müssen wir zur Kenntnis nehmen – stiessen. Weiter dürfen wir nicht aus den Augen verlieren, dass ein Entgegenkommen bei den PTT automatisch zu Begehren namentlich seitens des SBB-Personals führen könnte. Hier wäre der finanzielle Spielraum noch wesentlich enger und zusätzliche Kosten würden voll auf die SBB und den Bund durchschlagen.

In der Finanzkommission und auch hier wird die Streichung der Zinskosten von 34 Millionen Franken für die geplante Verzinsung der Postcheckkonten beantragt. Zu einzelnen Fragen kann ich in der Detailberatung Stellung nehmen. Aber einige grundsätzliche Bemerkungen will ich schon heute anbringen.

Das geltende Postverkehrsgesetz weist die Zuständigkeit zur Wiedereinführung der Verzinsung der Postcheckkonten klar dem Bundesrat zu. Der Bundesrat will sofort nach dieser Session entscheiden. Mit Rücksicht auf eine umfassende Meinungsbildung im Bundesrat, hat der Bundesrat bewusst darauf verzichtet, das Geschäft vor den Beratungen zum Voranschlag 1989 der PTT zu traktandieren. Der Bundesrat hat auch Gutachten eingeholt und Abklärungen getroffen. Andererseits erwartet er, dass die eidgenössischen Räte die gesetzlichen Zuständigkeitsregelungen respektieren. Das heisst für mich, dass Sie die 34 Millionen Franken Zinskosten im Voranschlag stehen lassen sollten. Nur so kann der Bundesrat frei über die Wiedereinführung der Verzinsung entscheiden. Ein Stehenlassen des Betrages

heisst nicht, dass der Bundesrat ja sagen muss, doch Sie würden ihm erlauben, ja sagen zu können.

Die PTT planen keine Postsparkassen, sondern gemäss Gesetz eine Verzinsung von 1 Prozent unter dem Diskontsatz, das heisst von gegenwärtig nur 2 Prozent. In den Genuss der Verzinsung kämen nur Privatpersonen, also Personen, die nicht im Handelsregister eingetragen sind, und nur für Guthaben bis 10 000 Franken. Das ist wirklich bescheiden, wenn wir bedenken, dass die Limite in der Zeit von 1949 bei 100 000 Franken, notabene im damaligen Geldwert, lag. Entscheidend für viele Skeptiker ist vielleicht die tiefe Schranke für die sogenannten Ueberzugsmöglichkeiten. Die PTT wollen aus praktischen Gründen der effizienten Kontobehandlung während höchstens 28 Tagen Negativsaldi von maximal 1000 Franken zulassen. Anstelle der heute gebräuchlichen Bearbeitungsgebühr für Mahnungen würde neu ein Negativzins von 6,5 Prozent verrechnet.

Zuletzt noch zum Antrag aus der Finanzkommission, zur Senkung der Gewinnablieferung an den Bund von 170 auf 150 Millionen Franken. Der Bundesrat hielt 170 Millionen für angemessen und hält an seinem Antrag fest, ebenso die PTT. Die Differenz von 20 Millionen wird mit dem grossen Investitionsbedarf begründet. Diese Ueberlegung ist an sich zutreffend, doch könnte mit diesem Argument die Gewinnablieferung noch viel tiefer angesetzt werden. Im übrigen ist die Ablieferung immer eine Funktion des Gewinnes. Es gibt dazu auch Richtlinien und es gab auch eine Arbeitsgruppe, die diese Fragen behandelt hat. Die Ablieferung in den letzten Jahren: 1981 200 Millionen, 1982 100 Millionen, 1983 90 Millionen und in den Jahren 1984, 1985 und 1986 zwischen 150 und 200 Millionen Franken. Am 16. November 1988 hat sich der Bundesrat auch in einer Aussprache mit dem Verwaltungsrat und der Generaldirektion der PTT im Zusammenhang mit dem Gesamtverteidigungsnetz ausgesprochen und bestätigt, dass die Kosten von der PTT zu tragen sind, wobei – und das möchte ich klar und deutlich sagen – über die Anzahl Anschlüsse und deren Kostenverteilung noch geredet werden soll. Sie haben selbst festgestellt, dass im Budget 1989 etwas über 20 Millionen Franken budgetiert sind. Es ist richtig, das Gesamtverteidigungsnetz wird den Bund über 500 Millionen Franken kosten, aber es sind noch Gespräche im Gange. Ich hoffe im Interesse der PTT, dass wir eine Lösung in Ihrem Sinne finden werden. Zum Schluss möchte ich Ihnen beantragen, die Gewinnablieferung für 1989 bei 170 Millionen Franken zu belassen und bitte Sie auch, von der Streichung von 34 Millionen Franken beim Zinsaufwand Abstand zu nehmen. Ich werde zu den einzelnen Anträgen in der Detailberatung noch etwas ausführen.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par articles

Erfolgsrechnung – Compte de résultats

5 Abschreibungs- und Zinsaufwand

52 Zinsaufwand

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Coutau, Cotti, Eisenring, Fischer-Häggingen, Früh, Frey Claude, Reich, Spoerry, Stucky, Zbinden Paul)

Fr. 59 501 000

5 Charges pour amortissements et intérêts

52 Intérêts passifs

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Coutau, Cotti, Eisenring, Fischer-Häggingen, Früh, Frey Claude, Reich, Spoerry, Stucky, Zbinden Paul)
Fr. 59 501 000

M. Coutau, porte-parole de la minorité: La proposition de la minorité vise à réduire de 34 millions de francs le poste des charges d'intérêts passifs. Cette somme correspond aux dépenses prévues en raison de la réintroduction par les PTT du versement d'intérêts sur les dépôts effectués par la clientèle privée sur les comptes de chèques postaux.

Il est vrai que cette décision n'est pas formellement de la compétence du Parlement. Elle appartient au Conseil fédéral, qui n'a pas encore pris sa décision. Il est encore hésitant et il effectue d'ailleurs toute une série de sondages et de consultations, notamment auprès de la Commission fédérale des banques, de la Banque nationale, de l'Association suisse des banquiers, etc. Le Parlement en revanche est tenu à l'écart de cette consultation. Or nous pouvons aussi avoir un avis à ce sujet et nous n'avons pas d'autre occasion d'exprimer cet avis que le débat budgétaire. C'est pourquoi j'ai introduit ce débat en formulant une proposition d'amendement correspondant à ce point du budget. Il est encore temps de dissuader le Conseil fédéral de céder aux instances des PTT.

Il est vrai que les fonds déposés sur les comptes de chèques postaux constituent une source de liquidités facile et abondante, non seulement pour les PTT mais aussi pour la Confédération elle-même. Une convention récemment révisée règle ce type de relations entre les deux partenaires. Elle avantage assez largement la Confédération. De leur côté, les PTT développent d'ailleurs une promotion considérable en faveur des comptes de chèques postaux. Ils se sont mis au paiement sans numéraire et aux techniques modernes de retrait automatique d'espèces grâce au Postomat. Ne voit-on pas ces jours, dans les couloirs de la gare de Berne, des affiches publicitaires alléchantes disant que les PTT «offrent de l'argent gratuit», et cela aux détenteurs des comptes de chèques postaux? Je ne suis pas tout à fait sûr que cette publicité soit opportune mais c'est bien montrer l'intérêt que les PTT développent à l'égard de la promotion en faveur des comptes de chèques postaux.

Ils voudraient aujourd'hui renforcer encore cette promotion en offrant en plus un intérêt sur les sommes déposées par les personnes physiques sur les comptes. Cela imposerait des charges supplémentaires importantes: d'une part, les 34 millions d'intérêts dont nous discutons et d'autre part une infrastructure importante en matériel, notamment informatique – environ 6 millions de francs – et enfin des charges correspondantes en personnel. Or, sur ces frais-là on ne nous donne guère de précisions.

Mais c'est surtout dans un autre domaine que nous manquons de précisions, à savoir les conditions d'admission des comptes débiteurs, et c'est cela qui nous préoccupe réellement. Leur extension, parallèle à l'introduction des intérêts sur les comptes de chèques postaux, transformerait progressivement les PTT en banque. On peut facilement imaginer que certains modèles étrangers où les postes et télécommunications ont constitué et gèrent un véritable réseau de caisses d'épargne, important et profitable, aient donné des idées aux PTT suisses. La rémunération des comptes de chèques postaux et l'élargissement des conditions de comptes débiteurs constituent un pas dans ce sens, un petit pas, certes, mais un pas bien réel.

Nous nous opposons à ce genre d'élargissement des activités des PTT, et ce pour deux raisons principales. D'abord, ce faisant, les PTT exercent une concurrence supplémentaire sur les banques régionales et locales ainsi que sur les caisses d'épargne. Or ces entreprises privées font déjà difficilement face à la concurrence des autres grandes banques. Veut-on véritablement accélérer la concentration de ces banques au détriment d'une politique régionale bien comprise? Les PTT bénéficieraient d'ailleurs d'une position privilégiée dans cette situation de concurrence en raison de l'infrastructure considérable, performante et très largement répartie sur l'ensemble du pays, dont ils disposent.

La deuxième raison de notre position relève davantage de la gestion de l'entreprise. La situation financière des PTT se détériore. Les charges relatives à l'exécution des tâches légales de l'entreprise, conformément au monopole dont elle dispose, s'alourdissent et l'on voudrait encore augmenter ces charges en introduisant des intérêts sur les comptes de chèques postaux. De plus, les PTT, qui éprouvent déjà de grosses difficultés à remplir leurs tâches et fonctions propres, choisissent ce moment pour demander l'autorisation d'élargir encore la palette de leurs activités. Il est bon que chacun fasse son métier, et cela est valable pour les PTT également, dont le rôle est l'acheminement des messages et non pas de faire du crédit ni de s'insérer dans le système bancaire.

Pas plus qu'ils ne devaient à l'époque devenir des boulangers, les PTT ne doivent pas devenir des banquiers.

Le premier pas dans ce sens s'effectuerait avec le versement d'intérêts sur les comptes de chèques postaux et le développement des comptes débiteurs. Il convient de dire maintenant au Conseil fédéral que nous n'y souscrivons pas. Libre à lui de décider ensuite, comme il l'entendra. Je vous demande de soutenir la minorité en refusant cette charge supplémentaire, inopportune dans la situation financière actuelle de l'entreprise et hétérogène sinon hétéroclite par rapport à l'activité traditionnelle des PTT à laquelle ils doivent vouer en priorité l'essentiel de leurs forces, notamment en matière de télécommunications, comme vient de le souligner très nettement et à juste titre M. Ogi lui-même.

Züger: Ich finde es sehr schade, dass der Bundesrat diesen wichtigen Entscheid nicht vorher getroffen hat. Damit hätte er uns diese Auseinandersetzung erspart. Vor allem bin ich überrascht, dass wir jetzt ein neues Mittel haben, die sogenannte Parlamentsvernehmlassung. Wenn wir diese Verzinsung einführen, schaffen wir kein Präjudiz. Wenn wir den Betrag im Budget belassen, sollten wir vorgehen, wie gestern bei den 350 Millionen für Kaiseraugst. Da argumentierte man auch, es sei eine voraussehbare Ausgabe und darum bin ich dafür, dass man sie auch gleich behandelt. Der Zahlungsverkehr, um den es hier geht, ist schon lange, nämlich seit 80 Jahren, Sache der Post, und von Eindringen ist hier wirklich keine Rede. Wenn man von Eindringen sprechen wollte, müsste man das im Zusammenhang mit den Banken tun. Auch die Verzinsung war schon einmal aktuell, nämlich bis 1949. Zudem ist der heutige Vorschlag mehr als mässig: 2 Prozent für Einlagen, die 10 000 Franken nicht überschreiten dürfen und das nur bei privaten Anlegern. Da kann man wirklich nicht von Bankgeschäft sprechen. Die Post braucht diesen Zahlungsverkehr, und sie muss ihn also auch sicherstellen und daher attraktiver machen. Er dient doch der Sicherstellung des Einkommens unserer Posthalter. Der Lohn unserer Posthalter auf dem Lande setzt sich bis zu 50 Prozent aus diesen Vergütungen zusammen. Was für die Post auch sehr wichtig ist: Sie finanziert mit diesen Mitteln ihre Investitionen. Wie wir aus dem Budget 1989 ersehen konnten, reicht der Cash-flow nur noch zur Deckung von zwei Dritteln des erforderlichen Betrages. Das wirklich grosse Jammern der Banken ist unangebracht und total unbegründet. Man kann nicht immer von den PTT unternehmerisches Denken und unternehmerisches Handeln verlangen, und wenn's konkret wird, wenn die PTT dementsprechend handeln, ihnen das gleich wieder wegnehmen oder verbieten. Es gibt viele, sehr viele gute Gründe, die für die Postcheckverzinsung sprechen, und nur ein Grund spricht dagegen, nämlich der Kniefall vor der Bankenlobby.

Bonny: Wir müssen die Frage der Postcheckverzinsung in einen Gesamtzusammenhang stellen. Es ist in der Eintretensdebatte zu Recht von allen Seiten gefordert worden – auch Herr Bundesrat Ogi hat das in seiner Stellungnahme unterstrichen –, dass sich die PTT vermehrt auf ein unternehmerisches Denken und Handeln abstützen müssen. Es gilt nun, die Voraussetzungen für dieses unternehmerische Denken und Handeln zu schaffen. Für mich gehört zum

Beispiel dazu – das ist vielleicht das Allerwichtigste –, endlich aus dieser völlig intransparenten Mischrechnung herauszukommen. Ich darf daran erinnern, dass im letzten Jahr 470 Millionen Franken, also beinahe eine halbe Milliarde Franken, von den sehr gut rentierenden Bereichen, den Fernmeldediensten, zu den schlecht gehenden Postbereichen transferiert werden mussten. Ich bin kein Illusionist, der glaubt, man könne rasch alles beseitigen, aber wir müssen endlich Schritte unternehmen, um aus dieser Mischrechnung herauszukommen.

Ein Zweites – ich werde aus gleichen Gründen den Antrag von Herrn Frey Claude unterstützen, damit wir diese Ablieferung von 170 auf 150 Millionen herunterbringen –: Zu diesem unternehmerischen Denken und Handeln gehört auch eine der Säulen der Postbetriebe, der Postcheckdienst. Damit kommen die PTT zu günstigem Geld, um ihre sehr bedeutenden Investitionen im Interesse eines der wichtigsten Infrastrukturbetriebe unseres Landes finanzieren zu können. Zuerst war ich in der Finanzkommission gegenüber dieser Neuerung der Verzinsung der Postcheckguthaben sehr skeptisch. Und zwar hat mir die Idee nicht gefallen, dass der Kunde überziehen kann, womit die PTT gleichsam ins Kreditgeschäft einsteigen würden. Hier hat bei den PTT ein Lernprozess stattgefunden: Im neuesten Verordnungsentwurf wird klar festgehalten, dass genügend Deckung vorhanden sein muss und dass der Kunde, der überzieht, mit Negativzinsen bedacht wird. Die PTT haben sich also bemüht, einen Trennungsstrich zu ziehen.

Bleibt die Postcheckverzinsung, die wir schon früher einmal während 40 Jahren gekannt haben: Wenn man hier mit ordnungspolitischen Überlegungen kommt, stellt sich die Frage der Verhältnismässigkeit. Ich darf daran erinnern, dass im letzten Jahr ungefähr 300 Milliarden Schweizerfranken an Spareinlagen, Kassenobligationen und Kassenscheinen vorhanden waren. Bei diesen zu verzinsenden Postcheckgeldern geht es etwa um 2 bis 3 Milliarden; es geht also um 1 Prozent. Da kann doch niemand behaupten wollen, es fände hier ein Einbruch ins Bankengeschäft statt, der uns zu grossen Bedenken Anlass geben müsste. Ich bitte Sie, die Proportionen zu sehen, dann bekommt die Sache nämlich einen etwas anderen Aspekt. Es geht letztlich einfach darum, dass dieser Postcheckdienst konkurrenzfähig bleibt und dass wir auf diesem Gebiet PTT-Betriebe haben, die mit diesem – nicht nur für sie selbst, sondern auch für das ganze Volk – attraktiven und wichtigen Instrument mithalten können. Ich bitte Sie aus diesen Überlegungen – ich selber bin in dieser Frage vom Saulus zum Paulus geworden –, den Antrag Coutau abzulehnen. Gleichzeitig können Sie, Herr Mühleman, ja mithelfen, dass die von Ihnen erwähnten, unanständig hohen Konkurrenzlöhne, mit denen die PTT auf dem Arbeitsmarkt zu kämpfen haben, von den Ihnen nahestehenden Banken nicht gezahlt werden.

M. Kohler: Je suis bien conscient, et on l'a déjà dit à cette tribune, que la compétence de réintroduire une rémunération des avoirs sur comptes de chèques postaux, appartient au Conseil fédéral. La proposition de minorité ne change rien à cette situation mais j'imagine, et M. Coutau confirme cette impression que j'ai, que cette proposition a pour but, d'une part, de provoquer une discussion sur cette rémunération devant le Parlement et, d'autre part, d'exercer une pression sur le Conseil fédéral qui n'a pas encore pris de décision de telle sorte qu'il ne donne pas suite à la demande des PTT.

Si j'ai demandé la parole, c'est bien aussi pour exercer ma petite part de pression à l'égard du Conseil fédéral en faveur de la proposition des PTT, c'est-à-dire en faveur de la proposition de la majorité.

Que doit-on demander des PTT lorsqu'ils constatent que la croissance des titulaires de comptes de chèques est freinée, depuis plusieurs années, et que les résiliations de comptes sont en augmentation, lorsque l'on sait que ce sont précisément ces avoirs qui permettent à l'entreprise de financer, à bon compte on peut le dire, une grande part de ses investissements? On demande à l'entreprise et à ses dirigeants de

faire preuve d'imagination et d'esprit d'initiative. On leur demande d'analyser les causes de cette détérioration et si possible de corriger la tendance. C'est ce qu'ils ont fait. Ils nous proposent de réintroduire, ce qui existait déjà de 1906 à 1949, le versement d'un intérêt, vraisemblablement de 2 pour cent, sur les avoirs des titulaires de comptes de chèques. Il n'y a là rien de révolutionnaire ni même de très audacieux puisque la base légale existe bel et bien à l'article 33 de la loi sur le service des postes.

Nous demandons aux PTT d'améliorer leurs prestations à l'égard de leur clientèle, d'être compétitifs et lorsqu'ils le font de la façon la plus traditionnelle, on les accuse de concurrence quasi déloyale. Je m'étonne que le versement d'un intérêt sur ces avoirs en comptes de chèques, dont on parle depuis bientôt cinq ans, aient pu déclencher une telle opposition de la part des banques. Qu'elles revendiquent pour elles-mêmes une amélioration de leurs conditions-cadres actuelles, en particulier dans le domaine de l'imposition des titres, me paraît justifié, mais qu'elles acceptent aussi que les PTT ont droit à des conditions-cadres qui n'entravent pas leur développement dans un domaine qui est le leur depuis très longtemps.

Je me demande même si le plafonnement à 10 000 francs du montant des avoirs en comptes rémunérés est judicieux ou souhaitable. Quel peut bien être l'intérêt des PTT à encourager les titulaires de comptes de chèques à maintenir leur avoir en dessous de cette limite de 10 000 francs. J'approuve aussi la décision d'accorder à chaque titulaire de compte la possibilité de dépasser exceptionnellement son avoir en compte jusqu'à un maximum de 1000 francs pendant 28 jours. Il s'agit d'une facilité technique car on ne fait pas chaque jour le relevé de son compte et l'on ne saurait, de ce fait, reprocher aux PTT de jouer le rôle de banquier.

J'invite donc le Conseil fédéral à instaurer à nouveau cette rémunération des avoirs sur comptes de chèques postaux, peut-être même sans plafonnement de 10 000 francs et je vous invite à soutenir la proposition de la majorité de la commission.

Reimann Maximilian: Ob die Postcheckkonti künftig verzinst werden oder nicht, ist aus meiner Sicht keine Frage fundamentaler oder weltbewegender Grössenordnung. Sowohl die Banken wie die Post könnten so oder so gut weiterexistieren, wie immer auch der Entscheid des Bundesrates ausfallen wird.

Was mich viel mehr bewegt, hier kurz das Wort zu ergreifen, ist die andere Seite der Erfolgsrechnung, die Aufwand-, die Passivseite aus der Sicht der Kunden. Das Postcheckkonto ist ja primär zum Zahlen da; der jahrelange Werbespot der PTT lautete ja auch: «Das Postcheckkonto zum Zahlen, das Bankkonto aber zum Sparen!»

Nun muss man gelegentlich auch Zahlungen ausführen, ohne dass im Moment gerade Deckung auf dem Postcheckkonto vorhanden ist. Gerade Zahlungen an die PTT selber bestechen ja durch ihre fixen Valuta-Daten. Wer beispielsweise die Telefonrechnung nicht pünktlich bezahlt, läuft relativ rasch Gefahr, seinen Telefonanschluss abgestellt zu «hören». Ich möchte den Bundesrat deshalb anfragen, ob er sich nicht damit begnügen könnte, nur die Ueberzugsmöglichkeit zu realisieren. Sie haben vorhin erwähnt, Herr Bundesrat Ogi: 1000 Franken zu 6,5 Prozent auf maximal 80 Tage, also recht marktkonforme Konditionen.

Ich könnte mir vorstellen, dass die PTT-Betriebe mit diesem Ueberbrückungskredit einem sehr grossen Kundenbedürfnis entgegenkämen, und man würde andererseits die Banken nicht allzu sehr verärgern, wenn man auf die Einführung der Verzinsung auf der Aktivseite verzichtet. Vielleicht wäre damit, Herr Bundesrat Ogi, der guteidgenössische Kompromiss in dieser Frage gefunden.

Fischer-Sursee: Es geht mir nicht um ordnungspolitische Gesichtspunkte, also auch nicht um den Gesichtspunkt der Banken; Sie wissen, ich bin Präsident der Luzerner Kantonalbank.

Ich bin mit den PTT einverstanden, dass sie das Wettbewerbsdenken und das unternehmerische Denken in den Vordergrund stellen wollen. Was die PTT hier aber zu tun im Begriff sind, das führt nach meiner Meinung zu einer Verschlechterung ihrer Wettbewerbsfähigkeit. Das Golden Girl ist im Begriff, finanziellen Striptease zu machen.

Wir haben einen Bodensatz von elf Milliarden Franken auf dem Postcheck. Davon ist ein Viertel, nämlich 2,7 Milliarden Franken, verzinslich, wenn es nach dem Wunsch der PTT geht. Das kostet jährlich 45 Millionen Franken. Diese 2,7 Milliarden Franken waren bis jetzt Gratisgeld. Um diese Verzinsung von 45 Millionen Franken aufzubringen, müsste sich der Bodensatz auf dem verzinslichen Postcheckkonto um 2,5 Milliarden Franken erhöhen, also der bisherige Betrag sich nahezu verdoppeln. Erst dann haben die PTT nämlich den Break-even-point erreicht, was nur die Verzinsung anbelangt.

Dazu kommt, dass weitere Kosten anfallen, die leider aus der PTT-Rechnung – wegen der undurchsichtigen Darstellung – nicht ersichtlich sind. Ich erwähne erstens die Elektronik-, die EDV-Kosten: Sie wissen, Herr Bundesrat Ogi, Sie waren beim Gespräch mit den PTT dabei: Die PTT haben selber erklärt, sie seien nicht in der Lage, bis zum Jahre 1995 diese Zinsrechnung über den Grosscomputer vorzunehmen. Sie müssen also Zwischenlösungen suchen, sei es mit PC oder auf andere Weise. Schon diese Zwischenlösung kostet Geld. Die EDV-Anlagen sind teuer, das wissen wir.

Diese Verzinsung braucht zweitens zwangsläufig mehr Personal. Die PTT haben an jenem Gespräch erklärt, dass sie nicht mehr Personal einstellen müssen, aber sie werden dafür den vorgesehenen Stellenabbau bei den Postcheckämtern, der ihnen sonst möglich wäre, nicht vornehmen. Das ist gehupft wie gesprungen. Wenn ich Personal, das ich abbauen könnte, nicht abbaue, habe ich eben eine Personalvermehrung.

Wie hoch diese EDV- und Personalkosten sind, weiss ich nicht, aber es werden einige zehn Millionen Franken sein. Um diese zusätzlichen EDV- und Personalkosten bezahlen zu können, muss also zusätzlicher Bodensatz auf diese verzinslichen Postcheckkonti fliessen, schätzungsweise in der Grössenordnung von mindestens fünf, wenn nicht sogar zehn Milliarden Franken. Erst wenn diese Summe überschritten ist, beginnt die Verzinsung für die PTT überhaupt zu rentieren. Dieses Geld beschaffen sie sich, wenn sie es nötig haben, billiger auf dem Kapitalmarkt, weil ja die PTT dort zu günstigen Bedingungen Geld aufnehmen können.

Es wurde noch argumentiert, diese Verzinsung sei nötig, damit die Posthalter in abgelegenen Gebieten ihr Einkommen hätten. Gut und recht, aber wenn noch heute in abgelegenen Poststellen die Posthalter nach dem Umsatz, den sie tätigen – wieviel Post sie vertragen, wieviel Briefmarken sie verkaufen –, honoriert werden, liegt ein falsches Lohnsystem vor. Das ist ein überholtes Sportelsystem; wir kannten es früher bei den Bussen, aber man hat damit längst aufgehört. Die Besoldung dieser Posthalter ist eben auf eine andere Basis zu stellen, abgesehen davon, dass das, was bargeldlos direkt an das Postcheckamt geht, gar nicht in die Rechnung dieser Posthalter fällt, sondern nur was cash über den Schalter bezahlt wird.

Herr Bundesrat Ogi, ich gebe zu: Die Verzinsung ist bescheiden. Sie ist eben so bescheiden, dass der erforderliche zusätzliche Bodensatz gar nicht auf den Postcheck einfliesen wird, so dass schlussendlich das Ganze für die PTT ein Verlustgeschäft wird – es sei denn, sie erhöhen diesen Zins nach einiger Zeit; somit wäre der vorgesehene niedrige Zins einfach eine Einstiegsdroge!

Es wurde darauf hingewiesen, dass wir die Verzinsung auch schon hatten. Das stimmt; aber wir haben sie damals abgeschafft, weil sie nämlich für die PTT ein Verlustgeschäft war. Man kann ja einen Fehler machen, das ist entschuldbar, aber man sollte den gleichen Fehler nicht wiederholen. Aus rein wirtschaftlichen Ueberlegungen empfehle ich Ihnen – der Bundesrat ist hier zuständig –, diese Verzinsung nicht zu bewilligen.

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 12.30 Uhr
La séance est levée à 12 h 30*

PTT. Voranschlag 1989

PTT. Budget 1989

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1988
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	88.056
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	01.12.1988 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1638-1652
Page	
Pagina	
Ref. No	20 016 911

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.